



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine
Mouguia, C.M.

Citation

Mouguia, C. M. (2023, November 22). *Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

CHAPITRE VII

L'AGENTIVITE DES ENFANTS¹⁵³ ET JEUNES FACE AUX ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Introduction

En Centrafrique, la pyramide d'âge affiche une base élargie avec un sommet effilé. Cela s'explique par le nombre prédominant d'enfants et de jeunes, l'âge moyen étant de 22 ans (RCA, RGPH 2003). Ces derniers font d'ailleurs face à de multiples défis, surtout dans un contexte de conflits violents et récurrents où ils deviennent conséquemment les plus affectés (en tant que victimes-innocents), s'ils ne sont pas acteurs en première ligne des actes violents comme des bourreaux-coupables (cf. Honwana, 2000). Par contre, certains optent pour la non-violence (Iwilade & Marclint Ebiede, eds., 2022) bien que subissant les effets de ce contexte violent, car l'état de guerre ne semble en rien un accident dans l'histoire, un accroc, mais l'état permanent dans lequel se trouve leur environnement immédiat (Douville (2009). En effet, de nombreux enfants et adolescents n'ont connu ni la ville, ni le village, mais plutôt les camps où s'entassent des réfugiés (et des déplacés) ou l'errance où on croit échapper au drame au prix de survivre en petits groupements instables dans un monde flou, peu compréhensible, en lequel il est ardu d'avoir confiance et vis-à-vis duquel il est périlleux de ne pas être en état d'alerte (*ibid.*). Dans une telle configuration où les enfants et jeunes sont des cibles privilégiées des entrepreneurs de la violence, il importe de se demander de quelle marge de manœuvre disposent les enfants et surtout les jeunes dans ce contexte de violence récurrente ? S'inscrivant dans le prolongement des chapitres précédents, le présent chapitre vise à réexaminer la situation des jeunes dans l'arène politique centrafricaine en lien avec les principaux acteurs des conflits : les jeunes sont-ils devenus une "ressource" pour les acteurs intéressés de cette arène ? Pour répondre à cette préoccupation, un accent particulier sera mis sur les acteurs politico-militaires, les commandants de zones (ou com-zones) et les "généraux" de circonstance autoproclamés. Ce préalable permettra de mieux aborder les liens entre ces derniers et les enfants et jeunes dans cette arène politique.

Après avoir présenté cette jeunesse de façon globale et les défis auxquels elle est confrontée, nous verrons en quoi celle-ci, évoluant dans un environnement caractérisé par la violence, peut

¹⁵³ Nous introduisons ici le concept 'enfant' du fait que dans ce chapitre, les argumentations concernent aussi bien les jeunes que les enfants qu'il est difficile d'occulter dans nos analyses. En effet, le Code de protection de l'enfant en RCA (2020) définit l'enfant comme « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans et qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité par une disposition spéciale ». Comme nous l'avons dit pour le concept 'jeune', ce concept est aussi culturellement construit.

devenir une "ressource" pour les acteurs susmentionnés. Nous argumenterons donc que non seulement les enfants et jeunes sont devenus une ressource durant et après les conflits pour leurs commandants, mais que le pouvoir de ceux-ci sur ces enfants et jeunes peut être renforcé par d'autres acteurs tels ceux de la protection de l'enfant ou les responsables gouvernementaux des programmes DDR¹⁵⁴. Cela maintient les enfants et jeunes sous l'emprise de leurs anciens commandants, source de possibles futures remobilisations.

I. RETOUR SUR LA JEUNESSE EN CENTRAFRIQUE : DEFIS SECURITAIRES ET SITUATION DE CHOMAGE

Comme nous l'avions dit dans le chapitre introductif de cette thèse, la jeunesse est un concept polysémique. Bien que ce soient les 18-34 ans qui sont officiellement considérés comme *jeunes* en Centrafrique, nous avons vu que nombreux sont ceux qui se considèrent comme jeunes, alors qu'ils sont en dehors de cette tranche d'âge. Ce qui rend cette catégorisation relativement caduque hors la sphère administrative et bureaucratique. Ainsi, dans les chapitres précédents, nous avons quelquefois volontairement utilisé ce terme (jeune ou jeunesse) pour désigner génériquement tous ceux qui se considèrent comme tels, tout en sachant qu'il y en a qui se retrouvent plutôt dans la catégorie enfance ou adulte selon les cas, d'où les précisions apportées sur leurs âges.

A l'évidence, la Centrafrique a un déficit en termes de statistiques actualisées. Nous l'avions appris une fois de plus à nos dépens depuis que nous avons commencé à mener des investigations sur les enfants et les jeunes en Centrafrique. Un recensement général de la population et de l'habitation sera lancé en 2023 (ou 2024), 20 ans après celui de 2003 qui était le troisième que la RCA ait connu depuis les indépendances, après ceux de 1975 et de 1988. On comprend donc qu'il y ait toujours des carences en termes de données statistiques actualisées sur le plan national. Fort heureusement, il existe des modèles statistiques permettant de disposer des données approximatives actualisées. Ainsi, de nos jours, la plupart des données utilisées sont issues des *Projections* faites sur la base du recensement de la population et de l'habitation de 2003. A titre de rappel, selon les données du ministère chargé de promotion de

¹⁵⁴ Signalons en guise de précision que certaines analyses contenues dans ce chapitre proviennent d'un *Working Paper* que nous avons co-écrit avec Dr Jonna Both et Prof. Dr Mirjam de Bruijn, intitulé "*Ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié: effets du recrutement d'enfants de moins de 15 ans par les Anti-Balaka (2013-2014)*" publié par le Centre des études africaine de Leiden (ASCL) en 2020.

la jeunesse, des sports et de l'éducation civique, les "jeunes" constituent la catégorie sociale la plus importante en Centrafrique, puisque les 0-35 ans représentent 78% de la population, et les 10-35 ans constituent 46% de la population totale (Plan opérationnel de la promotion de la jeunesse, 2021). Selon l'agence onusienne l'UNFPA (28 déc. 2016), en 2015, sur une population estimée à 4,9 millions d'habitants, la République centrafricaine compte un peu plus de 3,7 millions de personnes âgées de 0-34 ans, soit 75% de la population totale du pays¹⁵⁵. Et l'organisation de faire le constat que ces jeunes sont non seulement vulnérables, mais que la perspective d'un avenir incertain peut en faire des vecteurs de nouveaux troubles et de conflits. Cette situation est plus qu'évidente dans la mesure où le taux d'accroissement intercensitaire de la RCA (1988-2003) est de 2,5% avec un taux de dédoublement de la population tous les 28 ans (RCA, RGPH 2003). De nombreux jeunes arrivent alors sur un marché de travail déjà sursaturé de main-d'oeuvre pour des emplois de plus en plus rares au regard de la destruction du tissu économique après une succession de crises militaro-politiques charriant leurs lots de destructions.

Cette frange de la population est plus instruite en ville qu'en province. Par exemple, le taux net de scolarisation (TNS) pour les 6-11 ans est deux fois plus élevé en milieu urbain où près des deux tiers des enfants en âge d'être scolarisés au primaire le sont effectivement (64,3 %) qu'en milieu rural où moins des trois dixièmes des enfants sont inscrits (26,7 %) (RCA, RGPH 2003). Toujours d'après ces données de 2003, le taux d'analphabétisme pour les personnes de plus de 10 ans dans tout le pays est de 57,3%. Au regard des récentes crises sécuritaires ayant entraîné la fermeture de certaines écoles et leur occupation pour des objectifs militaires aussi bien dans la capitale Bangui que dans les villes et villages de l'arrière-pays, il est à craindre une augmentation du nombre des personnes ne sachant ni lire ni écrire, d'autant plus que certains enfants sont nés et ont grandi dans la guerre, sur les sites de déplacés ou dans des camps de réfugiés. Ainsi, selon le rapport d'évaluation du Cluster Education du Système des Nations Unies (cité par OIT, 2020), les taux d'inscription ont connu une chute de 6% de 2012 à 2015 en raison de la fermeture des écoles.

Il est aussi à noter un manque d'investissement de l'Etat dans cette jeunesse. A ce sujet, rappelons avec Bado (2015 :76) ce fait étonnant qui montre qu'au cours de la décennie 2000 à 2010, la moyenne du budget annuel consacré à la santé n'a guère dépassé 3% du PIB et celle

¹⁵⁵ Une récente mise à jour de l'ICASEES (2023) donne le chiffre de 2 604 579 pour les moins de 15 ans sur une population totale de 6 399 458.

consacrée à l'éducation n'a pas dépassé 2,5% dans un pays où 40,6% de la population a moins de 14 ans (CIA, 2014, cité par Bado, *ibid.*). Dans un récent document d'analyse du CNJ et de l'ONG ACORD, il est établi que la Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse centrafricaine souffre d'un déficit de financement de la part du gouvernement. Par exemple, la somme allouée à la formation et à l'insertion des jeunes dans les budgets annuels du Ministère de la promotion de la jeunesse ne représente pas plus de 20%. De même, le document précise que dans la Loi de finances rectificatives de 2018, la proportion réservée à l'Education extrascolaire et à l'insertion socio-professionnelle des jeunes représente 1,17% du Budget national (Béninga, 2021). Ce qui est un scandale au regard du nombre de jeunes non instruits et de la situation de précarité qu'ils vivent, et traduit un désintérêt de la part du gouvernement dont la priorité est clairement ailleurs. En 2023, faisant face à la suspension des appuis budgétaires, le gouvernement va revoir à la baisse le budget déjà maigre de l'enseignement de 34,27 % (Corbeaunews, 3 février 2023) au lieu d'aller couper ailleurs et privilégier ce secteur. Plus loin, nous nous interrogeons d'ailleurs, si ce n'est pas une stratégie de délaissement délibéré tendant à faire des enfants et jeunes des proies faciles à des fins électorales ou pour des entreprises rebelles.

En ce qui concerne le défi particulier du chômage, les résultats de ce même recensement (RCA, RGPH 2003) nous donnent les chiffres de 7,6% de centrafricains en situation de chômage dont 15,2% en milieu urbain et 4,2% en milieu rural. Vu l'absence quasi-totale des programmes de recrutement de masse des jeunes qualifiés (le secteur privé étant balbutiant, l'administration étatique est quasiment l'unique employeur en Centrafrique hormis les ONG), nous doutions déjà de ces chiffres et avons entrepris de prendre attache avec le Directeur général de l'Institut centrafricain des statistiques, des études économiques et sociales (ICASEES) pour en avoir le cœur net¹⁵⁶. Celui-ci nous donne la réponse suivante : « ...le taux du chômage actuel est de 6% et le taux de sous-emploi est de 36% » (conversation électronique, oct. 2019). Il ajoutait que ces données nationales sont confirmées par le Bureau internationale du travail (BIT). Cependant, dans l'un de ses récents rapports, le BIT (2020) avance que sur le plan socioprofessionnel, la situation est caractérisée par un taux de chômage qui avait atteint 7,6 pour cent en 2003 et qui frôlait les 10 pour cent en 2016. L'agence onusienne chargée de la population UNFPA-RCA (*idem*) parle pour sa part d'un taux de chômage global de 20,3% en 2008. La même source avance que près d'un actif sur quatre (24,2%) est en situation de

¹⁵⁶ Sans raison objective apparente, nous trouvions ce pourcentage relativement bas, au regard de la réalité que nous expérimentons ensemble avec les autres jeunes à la recherche d'emploi dans le pays.

chômage dont 25,7% en milieu urbain contre 23,4% en milieu rural (RCA, ministère de l'Emploi, 2015, cité par UNFPA-RCA, 2016). L'UNFPA-RCA rapporte aussi que plus de 80% des demandeurs d'emploi ont moins de 35 ans.

Ces discordances statistiques attestent d'un manque de sérieux et de coordination entre le gouvernement et certaines agences non gouvernementales telles que l'UNFPA dans la prise en compte des questions relatives aux jeunes. Ce qui pourrait expliquer en partie cette situation de délaissement. Toutefois, ces données attestent que la RCA déborde d'une jeunesse nombreuse mais peu instruite, et qui dispose de peu ou pas de perspectives ou d'opportunités d'emplois. Mais par-dessus-tout, cette population jeune est confrontée à des défis d'ordre sécuritaire prolongés qui accentuent ces situations d'analphabétisme et de chômage, et participent à la destruction des maigres infrastructures et moyens mis à la disposition de la jeunesse.

Il n'y a qu'à observer la multitude des dossiers des jeunes à chaque fois que le gouvernement lance un appel au recrutement dans les forces de l'ordre. En novembre 2018, le processus de recrutement de 1 023 jeunes filles et garçons âgés de 18 à 25 ans dans les Forces armées centrafricaines (FACA) sur l'ensemble du territoire national (excepté deux préfectures sur les 16) a enregistré 30 000 candidatures dont 15 674 dossiers (donc plus de la moitié) ont été jugés recevables par les recruteurs (MINUSCA, 10 nov. 2018). 30 000 candidats pour 1 023 places ! Sachant que l'armée n'intéresse pas tous les jeunes centrafricains dont certains se seraient probablement abstenus, nous avons toutes les raisons de penser qu'il y a un nombre élevé de jeunes inoccupés, et particulièrement attirés par le métier du militaire. Puisque par contraste, en avril 2022, le gouvernement avait organisé un test de recrutement de 1 000 enseignants du fondamental 1 pour les dix Centres pédagogiques régionaux (CPR) de la RCA, mais n'a reçu que 1 283 dossiers (Fridolin Ngoulou, journaliste, publication facebook, 03 avril 2022).

Cette petite excursion statistique relative au chômage et autres défis actuels et futurs que des enfants et jeunes en dit long sur l'abondance d'une *main d'œuvre déjà là*, et facilement mobilisable par les acteurs divers dans les situations de conflits violents en Centrafrique. Car à ces défis s'ajoute le fait que les guerres prolongées paralysent les activités économiques dans les communautés, les tueries multiplient le nombre des orphelins et de familles détruites, l'insécurité crée un nombre impressionnant de déplacés vulnérables, et la scolarité des enfants est interrompue, etc. Dans un tel contexte où pullulent les entrepreneurs de la violence, ces enfants et jeunes deviennent des proies faciles pouvant renflouer les rangs des groupes armés,

situation typique d'une agentivité contrainte. Dans ce qui va suivre, nous mettrons l'accent sur l'enrôlement des jeunes par les chefs des milices et groupes armés ou factions rebelles en nous focalisant sur les dernières vagues de conflits débutés depuis fin 2012.



De haut en bas et de gauche vers la droite :
image 23 : bureau du Projet *Löndo* ("debout" en sängö) - Travaux à haute intensité de mains d'œuvre (entretien des pistes rurales)- ;

image 24 : Colonnes interminables de jeunes qui attendent leur tour de tirer au sort, l'un des 250 numéros gagnants sur les 1500 tickets dans une sorte de loterie publique. Les 250 jeunes bénéficieront d'une bicyclette et 1500 FCFA/jour pendant 40 jours.

Ce projet est financé par la Banque mondiale ;

image 25 : groupe d'écoliers au bord de route (dans un village incendié par les rebelles) au retour de l'école en l'absence de l'enseignant.

@ : images de l'auteur, Paoua, octobre 2016



II. L'ENROLEMENT ET L'EXPLOITATION DES ENFANTS ET JEUNES PAR LES CHEFS REBELLES

Depuis fin 2012 et même avant, les leaders des milices et groupes armés et leurs lieutenants ont fait recours à tous types de combattants dont les enfants, adolescents, jeunes et adultes, dans le but d'accroître la taille de leur groupe afin de vaincre leurs ennemis ou de peser sur la table des négociations. Même si cette question a déjà été abordée d'une certaine manière dans le chapitre précédent, notre argument central consistera ici à montrer qu'en contexte de crise généralisée et prolongée, les nombreux enfants et jeunes abandonnés à eux-mêmes deviennent des cibles faciles et privilégiées pour les leaders des groupes armés qui voient en eux des « ressources » dont ils peuvent disposer pendant les conflits, mais aussi après la lutte armée. Dans ce qui va suivre, nous nous intéresserons d'abord à l'ampleur et les procédés de recrutements d'enfants

dans les groupes armés, avant de montrer à quoi ont-ils employé ces enfants, mais aussi ces jeunes.

II.1- L'ampleur de l'enrôlement des enfants dans les forces et groupes armés en Centrafrique

En 2013, un rapport de l'ONG Save the Children, dénonçait le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par les groupes armés UFDR et CPJP, deux groupes fondateurs de la coalition Séléka avec la CPSK. Le rapport précise en effet que la Séléka aurait eu recours à l'exploitation /violenxe sexuelle et enverrait des enfants aux combats, et que des garçons en uniforme et armés circulent dans les zones contrôlées par la coalition, effectuant des patrouilles, postés aux checkpoints, participant aux actions de pillages. C'est dire que pour augmenter l'effectif de leurs combattants pour la conquête du pouvoir, la Séléka, avant la prise de la ville de Bangui, a eu recours aux enfants qu'elle faisait passer devant les fronts. Depuis le coup d'Etat de la Séléka en mars 2013, le nombre d'enfants associés au conflit est estimé à 3 500 (UNICEF, 2013 ; OCHA, 2013). Plus tard en 2015, les organisations de protection de l'enfant ont estimé que 10 000 enfants au moins sont engagés dans les différents groupes et factions dispersés dans le pays. Par ailleurs, ces groupes armés ayant souvent une assise communautaire, « Certaines agences avancent que des dizaines ou des centaines de milliers d'enfants auraient pu être associés aux groupes anti-Balaka » (Child Soldiers International, 2014:20-22).

Les enfants sont ainsi recherchés pour leur efficacité au combat et la gratuité de la main d'œuvre. Ibré, l'ex-colonel Séléka dont nous décrivions le parcours, nous confiait à ce propos : « ...les enfants n'ont pas peur (...) surtout lorsqu'ils sont drogués. (...) Au son d'une arme, ils iront jusqu'à savoir où l'arme a été tirée ». Voici ce qu'il ajoute un peu plus loin :

Un enfant n'a pas peur des armes lourdes, que ça soit des roquettes, des grenades, etc. Même lors de notre entrée à Bangui, tu as suivi ce qui s'est passé, ce ne sont que des enfants qui étaient sur la ligne de front à Damara, partout. C'est lorsque nous sommes arrivés ici à Bangui qu'avec les intégrations multiples des jeunes, les rangs de la Séléka ont grossis. Donc le maximum, ce sont des enfants.

Cette déclaration corrobore celles des soldats sud-africains venus à la rescousse du pouvoir de Bozizé et qui racontaient se battre contre des enfants : « C'est seulement après que les tirs eurent cessé que nous avons vu que nous avions tué des enfants. Nous n'étions pas venus ici pour ça ... tuer des gamins. Ça rend malade, ils pleuraient, appelaient à l'aide, appelaient (leurs) mamans », a confié un soldat sud-africain au *Sunday Times*, après son retour au pays. Ce même soldat ajoute « Nous ne savions pas que ça se passerait comme ça. (...) Nous avons tué des petits

garçons... des adolescents qui auraient dû être à l'école ! » (L'Obs avec AFP, 31 mars 2013). A titre d'illustration, le FIDH (2013 : 32) rapportait que le 30 mai 2013, au camp de Roux, le président putschiste Michel Djotodia lui-même aurait livré une cinquantaine d'enfants soldats à l'UNICEF. Ce faisant, le chef d'Etat a justifié la présence de ces enfants dans les rangs de la Séléka par le fait que « tout le monde voulait intégrer cette rébellion, c'est pourquoi, malgré que nous ayons pris soin de renvoyer ces enfants, quelques rares y sont restés jusqu'à Bangui », et Djotodia de nuancer : « pour certains, ils ont un âge avancé, mais ils sont de petite taille. Ce qui fait croire aux gens qu'ils sont mineurs ». C'est dire que le contexte de guerre expose davantage les enfants dans cette arène politique, et les chefs des groupes armés ne se privent pas de les recruter et les utiliser avant de les "renvoyer" (dans l'hypothèse qu'ils restent en vie) comme le dit si justement Michel Djotodia.

Parmi les raisons du recrutement des enfants, Ibré, notre interlocuteur ci-dessus cité précisait que ceux-ci sont les plus loyaux, qu'ils pouvaient garantir la sécurité physique des leaders des groupes armés. En même temps, son témoignage prouve à quel point les enfants qu'on retrouve dans les groupes armés ne maîtrisent absolument pas les horizons de leurs actions comme Ibré l'explique par la drogue donnée aux enfants et la mort dont ils n'ont pas peur :

Être commandant et prendre un enfant comme garde du corps est lié au constat que les enfants sont souvent extrêmement méchants. Avec les "petites choses" [drogues, stupéfiants] que nous leur donnons, ils ne sont pas effrayés et sont capables de sauver la vie des leaders parce qu'ils savent que leur vie dépend de ces derniers. Tandis qu'un adulte aura peur de mourir parce qu'il va commencer à penser à sa femme, à ses enfants, un enfant ne fait pas ce type de calcul.

Et combien d'enfants y avait-il parmi plus de 130 éléments dans ton groupe ?

Je ne sais pas exactement. Je ne les ai pas comptés. Mais personnellement, j'avais recruté au moins cinq enfants pour mon propre compte. Ils étaient encore très petits. Et nous avons travaillé ensemble jusqu'à ... même maintenant nous sommes toujours en relation. Certains se sont dispersés ; d'autres lavent les véhicules en ville [à Bangui] ; c'est vraiment triste ! (Entretien de terrain, Bangui, mars 2018).

Ces types de déclaration prouvent à quel point dans un contexte de guerre, recourir aux nombreux jeunes enfants que compte la population centrafricaine est vital pour les groupes armés et leurs chefs. La fin justifierait toujours les moyens dans la logique de ces groupes armés. La récente reprise des hostilités en décembre 2020 n'a pas fait exception. Ainsi, dans un communiqué du 22 janvier 2021, l'UNICEF s'était fortement inquiétée de la vulnérabilité des enfants face aux conséquences de la guerre et de leur recrutement dans les groupes armés.

On voit apparaître clairement que les entrepreneurs de la violence de l'arène politique centrafricaine bénéficient d'un contexte favorable au recrutement d'enfants et jeunes de plusieurs manières. Ils ont misé sur l'engouement communautaire, la conscription forcée en passant par un concours des circonstances qui leur étaient favorables (enfants abandonnés ou non accompagnés, enfants perdus, orphelins et jeunes inoccupés et sans perspectives, etc.). Ces enfants, adolescents et jeunes ont été utilisés comme boucliers humains (ou plutôt comme des chaires à canon), combattants, ménagers, surveillants, agents barrière, espions ou esclaves sexuelles. Béni (16 ans) se rappelle assez fièrement son rôle : « J'étais juste un soldat. C'est nous qui faisons les dégâts [rires] » (entretien de terrain, Damala -périphérie de Bangui-, oct. 2017) ; et Jeanne (19 ans) a été contrainte de sortir de son groupe armé car elle a été encerclée par un responsable Anti-Balaka qui n'est « jamais venu voir l'enfant », nous confie-t-elle (Entretien réalisée à Damala -périphérie de Bangui-, juin 2017).

II.2- Enfants combattants ou adultes en guerre ? De l'exploitation abusives des mineurs

De l'analyse des données à notre disposition, il ressort que les enfants recrutés sont rarement considérés comme tels (des mineurs) au point que les mêmes tâches confiées aux adultes leur sont également imposées (parfois plus !) ; les refus d'obtempérer entraînent systématiquement des sanctions : « Ce qui m'a vraiment touché dans cet événement, c'est qu'un jour l'un de nos chefs nous a envoyé sur le champ de bataille et lorsque j'ai refusé d'y aller, il m'a tiré d'une balle au bras ! ». Or ce jeune ex-anti-Balaka et les autres ne recevaient jamais de rétribution : « J'ai tellement souffert en arrivant à Bangui. Je n'avais rien à manger, notre chef ne veut pas nous payer. Il nous pousse d'aller attaquer les musulmans au Km5 pour avoir notre pain quotidien ou d'aller braquer les téléphones ou les biens des musulmans pour survivre avec » (entretien avec Nyk, 19 ans¹⁵⁷, Bangui, déc. 2017). Le comble, c'est qu'étant la plupart du temps pris pour des combattants intrépides, ces enfants, adolescents et jeunes sont très souvent mis sur les lignes de front devant les adultes. Se sachant moins équipés dans certains cas, les responsables des groupes armés peuvent avoir choisi délibérément cette stratégie afin de tester la force de l'ennemi en exposant les enfants en première ligne des affrontements. Ils se mettent ainsi à l'abri tout en convaincant les enfants de leur invulnérabilité grâce aux gris-gris, amulettes et autres potions de protection magiques face aux balles, ou encore après les avoir drogés (voir aussi ACORD, 2007 : 91-92).

¹⁵⁷ Il avait 15 ans lors de son enrôlement forcé par les Anti-Balaka en 2013.

De 2016 à 2019, nous avons suivi Nyk, pour comprendre en profondeur son parcours dans son groupe armé relativement à sa situation actuelle. Voici ce qu'il nous disait sur les raisonnements avancés jusque-là :

Je n'avais pas de grade. On nous appelait des enfants-soldats¹⁵⁸. Donc nous ne sommes que des hommes de combats (entretien, Bangui, oct. 2016).

Au moment où les combats deviennent très durs, ils ont commencé à voir certains qui sont en train de mourir puisqu'ils n'ont pas respecté les principes [liés aux gris-gris de protection], ça fait qu'ils cherchent à fuir et quand le chef les aperçoit il les tue (entretien, Bangui, avril 2018).

Aviez-vous un chef à la commande sur le terrain des opérations ?

Oui. Mais sur terrain, nous sommes avec le sous-chef. C'est lorsque les choses deviennent dures que le chef intervient (entretien, Oct. 2016).

Durant cette bataille¹⁵⁹ est-ce qu'il y a des pertes en vies humaines ou des blessées dans vos rangs ?

Evidemment. Ce combat a infligé beaucoup de pertes en vies humaines et des blessées aux deux camps, les Séléka sont lourdement armés et les enfants soldats ont beaucoup perdu la vie dans cette bataille parce que les Séléka ont une arme qui s'appelle 12-7 [la mitrailleuse à munition 12.7 mm].

Pour l'instant tu ne vas pas à l'école ; si un autre conflit éclate, vas-tu reprendre encore les armes ?

Non je ne peux pas reprendre encore les armes. Parce que j'ai peur... j'ai perdu beaucoup de mes amis enfants soldats dans cette bataille, et j'ai eu extrêmement peur de mourir très jeune (entretien avec Nyk, Bangui, déc. 2017).

Ce témoignage parmi tant d'autres est une preuve manifeste de l'enrôlement et utilisation ou exploitation abusive des jeunes et enfants par les chefs rebelles, puisqu'il devient désormais difficile de dire avec exactitude combien d'enfants ont été enrôlés au regard du nombre inconnu de ceux qui sont tombés sur les champs de bataille, ou qui vivent dans la clandestinité après leur auto-démobilisation. L'effectif élevé des enfants, adolescents et jeunes, combiné à leur vulnérabilité en temps de crise, en font des ressources dont les chefs de guerre ou de factions rebelles peuvent disposer à leur gré. Les mobiliser de gré ou de force, les utiliser au combat sans rémunération, les assassiner en cas de désobéissance pour dissuader les futures "déserteurs". Comme nous l'avons soutenu jusque-là, on retrouve ici encore, une parfaite similitude dans les manières d'opérer des impérialistes face aux autochones à l'époque coloniale.

¹⁵⁸Dans une autre interview (avril. 2018), il disait « J'étais dans ce groupe comme enfant-soldat. "Enfant-soldat" c'est-à-dire ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié, c'est le rôle que j'ai joué ».

¹⁵⁹Notre faisons référence spécifiquement ici à la grande bataille de Bangui, le 5 décembre 2013, lors de laquelle la tentative échouée de prise du pouvoir par les Anti-Balaka a entraîné une série d'offensives et de représailles entre Anti-Balaka et Séléka (Wikipédia, *Bataille de Bangui (2013-2014)*) et fait un millier de morts en seulement deux jours selon la Amnesty international (décembre 2013).

Le témoignage de Nyk attestent également que les enfants ont peur, mais leurs commandants usent de ruses pour les contraindre au combat : drogues, gris-gris et amulettes de protection. Même durant les périodes d'accalmie (ou de post-conflit), ces désormais ex-combattants qui vivent encore dans cette arène politique contraignante, se font "piégés" dans les réseaux de leurs anciens chefs. Comme le souligne l'ONG ACORD (2007 : 80), ces adultes semblent infantiliser les jeunes : dans leurs discours ils proclament la protection de ces derniers alors qu'en réalité, ils les exploitent et les privent de leurs droits à l'emploi, à la santé, à la vie familiale, à l'éducation et à la propriété. Et cela se fait aussi bien en temps de conflit qu'en période d'accalmie. Tâchons à présent de porter notre regard sur ceux-là qui exploitent les enfants durant voire après les conflits, en l'occurrence les acteurs politico-militaires, et plus précisément les chefs (de factions) rebelles qu'on appelle *com-zone* ou commandants de zone. Cela permettra de comprendre l'agentivité des enfants et jeunes face à ce groupe d'acteurs et la question de leur exploitation comme ressource.

III. LES ACTEURS POLITICO-MILITAIRES DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Dans sa présentation des différents acteurs des "ténèbres centrafricaines", Benoît Lallau (2015) mentionne trois types d'acteurs engagés dans ce qu'il appelle l'« entreprise politico-militaire » que constitue la rébellion dans le pays : les entrepreneurs, les contremaîtres et les ouvriers. Les entrepreneurs d'après l'auteur, sont composés des cadres et diplômés exilés, membres de la diaspora qui parrainent et veulent représenter les mouvements locaux. C'est le cas des personnalités de la scène politique centrafricaine comme François Bozizé, Charles Massi, Michel Djotodia, et bien d'autres encore. Il y a ensuite les contremaîtres, groupe composé des petits commerçants, éleveurs devenus brigands, jeunes urbains « désœuvrés ». Ceux-ci, explique l'auteur, arrivent à percer au sein d'un groupe armé, et se transforment en chefs de bande, puis en colonel, général, ou commandant de zone, et changent de camp au gré des circonstances. C'est l'exemple de Abakar Sabone, un ancien vendeur de pièces détachées, qui aura évolué dans la rébellion avec Bozizé jusqu'au putsch de 2003, puis avec la Séléka de Michel Djotodia, mais qui navigue parfois seul au gré des circonstances. L'exemple de Abakar Sabone (un hybride politico-militaire), annihile aussi la frontière entre entrepreneurs et contremaîtres : ancien chef du MLCJ, ancien ministre de Bozizé, ancien conseiller de Djotodia, ancien membre du FRPC, puis porte-parole de la CPC. Dans une déclaration récente (Radio-Ndéké-luka, oct. 2022), il annonce son rapprochement du régime du Président Touadera. Il y a

enfin les ouvriers : les plus nombreux bien sûr, jeunes pauvres, éleveurs dépossédés, pillés eux-mêmes, qui voient dans la lutte armée un mode « normal » de la débrouille (*ibid.*).

Cela dit, nous allons d'abord découvrir ici les contremaitres qui sont concrètement les commandants de factions de milices et/groupes armés, et dans une moindre mesure les entrepreneurs. Le cas des ouvriers étant déjà abordé, nous y ferons également référence selon les besoins de l'analyse. Cela nous permettra de comprendre les influences particulières de ces (anciens) chefs que sont les "com-zones" anti-Balaka ou les "généraux" (ex-) Séléka (pour prendre les cas les plus récents) sur ces enfants et jeunes dans l'examen de cette question de l'agentivité des jeunes face aux acteurs dans cette arène politique centrafricaine.

III.1- Qui sont les "com-zones" et les "généraux" ?

« Com-zone » ou « com'zone » en Centrafrique est une abréviation de « commandant de zone ». Les "zones", le plus souvent sont le résultat des découpages abstraits, arbitraires et parfois calqués sur le précédent administratif des espaces géographiques conquis par les groupes armés non étatiques. L'étendue de ces zones peut varier d'un groupement de quartiers à un arrondissement (en ville) ou d'un groupement de villages, une (partie de) commune rurale à une sous-préfecture (en milieu rural). Au regard de la vastitude des territoires conquis, et en l'absence de toute ossature administrative fonctionnelle du fait des conflits, les rebelles qui se substituent désormais aux administrateurs étatiques, mettent en place des simulacres de structures pour la « gestion » et le contrôle de ces espaces ainsi appelées *zones*. A la tête de ces *zones*, sont placés des commandants : ce sont les "commandants de zones" ou "com-zones". La gestion de ces zones leur confère une certaine autorité et un contrôle total aussi bien sur leurs "éléments" que sur les habitants de ces espaces et les ressources, qu'elles soient naturelles, matérielles ou pécuniaires à travers les barrages routiers et les recettes subséquentes. Les "com-zones" prennent également en charge le règlement de litiges parmi la population ou à l'intérieur du groupe rebelle. Ils se substituent ainsi aux services de douanes et impôts, et de la justice. L'organisation des combats leur incombe également grâce à leurs compétences tactiques (souvent anciens maquisards, anciens militaires) et mystique (forces occultes).

Cette reconfiguration de l'espace conquise rappelle celle observée en Côte d'Ivoire en 2006, où seulement une partie du pays, le nord, a été modifiée et où dix zones ont été délimitées, chacune étant sous le contrôle d'un « combattants de zones » ou "com'zone" tous d'anciens militaires de l'armée ivoirienne (Leboeuf, 2017). Par contraste en RCA, outre les militaires devenus

rebelles, la bravoure des civils sans formation militaire, ou la maîtrise des forces occultes peut conférer le statut de "com-zone" (appellation fréquente chez les Anti-Balaka) ou encore de "colonel" voire de "général" (appellation préférée des (ex-) Séléka).

III.2- Les "com-zones" anti-Balaka

En dehors de leurs représentants politiques, les com-zones anti-Balaka peuvent être soit des civils, soit des militaires de formation membre des FACA ou issus de l'ancienne garde présidentielle de Bozizé. Les civils devenus com-zones se décrivent généralement comme victimes des exactions de la Séléka ou détenteurs de pouvoirs occultes et ayant fait preuve de bravoure ou de prouesses militaires lors des affrontements armés.

En effet, certains FACA qui s'étaient joints aux Anti-Balaka après la création du groupe, disposent des compétences plus ou moins avérées dans la conduite des combats militaires, compétences qu'ils se sont empressés de mettre au service de la lutte armée. Ils sont ainsi chargés de l'encadrement physique et militaire des troupes, de la direction des combats, de la discipline, voire de l'administration des zones occupées avec ou sans la collaboration des autorités légales diminuées (du moins dans les lieux où elles subsistent encore). C'est le cas de Olivier Koudémon et Eugène Ngaïkosset (pro-Bozizé), ou encore Alfred Yékatom (connu sous le sobriquet de « Rambo »), tous des officiers de l'armée centrafricaine. En revanche, certains groupes anti-Balaka ont été dirigés par des "com-zones" n'ayant aucune formation militaire de base, mais dont le leadership est fondé sur la connaissance du terrain, les expériences victorieuses de combats acharnés, voire des forces occultes et/ou mystiques dont ils se disent détenteurs et/ou dépositaires. C'est le cas de Rodrigue Ngaïbona alias « général Andjilo » ou encore de Thierry Lebene alias « 12 puissances » (ancien commerçant et prédicateur). Dans un entretien réalisé avec ce dernier en novembre 2020, il nous affirme avoir décidé de riposter à la suite de la perte de ses biens et les tueries perpétrées sur les membres de sa famille. Prédicateur de formation, se disant pourvu d'un charisme naturel (au point de se proclamer plus compétent que les militaires), il a su mobiliser des groupes de jeunes dans la riposte Anti-Balaka, et a fait recours à des pratiques occultes de protection –d'où le sobriquet "12 puissances"- fournies par le marabout du groupe dont il dit observer scrupuleusement les principes et interdits.

En général, ces com-zones ont sous leur commandement un effectif variable d'hommes armés, et surveillent de vastes zones qu'ils contrôlent le plus souvent via les barrages dressés sur les axes routiers, et depuis leurs quartiers généraux (QG) installés dans les villages en province ou

les quartiers à Bangui. Dans des grandes villes, il est fréquent de voir un membre du groupe anti-Balaka se référer à deux com-zones comme chefs hiérarchiques. Cela apparaît dans des situations où deux chefs peuvent faire valoir des compétences différentes (militaire, occulte, matérielle, financière ou autres) utiles au maintien du groupe. Toutefois, cela est parfois dû au fait que les "sous-chefs" aiment se faire appeler « com-zones » par leur entourage. C'est dire que derrière la « galaxie com'zone » existent beaucoup d'acteurs différents, dont certains ont peu d'influence et d'autres des meneurs d'hommes (Leboeuf *op. cit.*) ; certains contrôlent également de zones plus petites que d'autres, et peuvent tous partager en commun l'étiquette de contremaitres.

III.3- Les "généraux" et "colonels" (ex-) Séléka

L'autre appellation très répandue durant la récente crise est celle de « général » et « colonel ». Très peu utilisé par les Anti-Balaka (ce qui ne veut pas dire qu'il y en a qui s'autoproclament généraux) dont la formation militaire de certains membres leur permet de mieux cerner les étapes à franchir pour être un quelconque général¹⁶⁰ au sens propre du terme, cette appellation à laquelle on peut ajouter celle de "colonel", reste la plus utilisée par les chefs rebelles de la multitude des factions rebelles (ex-) séléka. S'il est vrai que certains chefs rebelles (ex-) séléka utilisent également l'appellation de "com-zones", leur attrait pour le métier des armes et surtout l'euphorie ayant suivie leur succès militaire face aux FACA a probablement contribué à une prédilection pour les grades de l'armée officielle. Il était fréquent de les voir s'estimer plus compétents que les hauts gradés de l'armée centrafricaine (FACA) qu'ils ont « battus sur le terrain » (selon les déclarations en vogue à l'époque). Il était donc "normal" de prendre leur titre, dans une logique de renouvellement de l'armée nationale qu'ils ont même à un certain moment remplacé après la prise du pouvoir. C'est d'ailleurs pour cette raison que Ibré (*cf. supra*), "ex-colonel" de la Séléka nous rapportait que si un combattant parvenait à éliminer un FACA de rang officier supérieur sur le champ de bataille, il avait le droit de porter le grade de ce dernier et le faire valoir. C'était l'une des règles quel que soit le niveau d'étude du nouveau porteur du grade. Ibré lui-même était "colonel" alors qu'il a interrompu sa scolarité au cours élémentaire première année (CE1), la 3^e année de l'école primaire.

¹⁶⁰ Général de brigade (deux étoiles), général de division (trois étoiles), général de corps d'armée (quatre étoiles) et général d'armée (cinq étoiles) sont les différents grades des généraux en Centrafrique que la *Séléka* respecte fort peu dans la désignation/autoproclamation de grades.

Les "généraux" (ex-) séléka sont soit d'anciens maquisards (dont les mercenaires étrangers), soit des anciens membres des FACA ayant fait défection, ou des combattants civils qui se sont distingués dans les combats sur terrain. A l'instar des com-zones anti-Balaka, ils font prévaloir également la maîtrise des forces occultes qui leur permettent de faire front face aux ennemis et de protéger ainsi leurs "éléments" dont les effectifs sont variables. Ils assurent également la "gestion" de espaces territoriales plus ou moins vastes, zones qu'ils contrôlent en compagnie de leurs hommes de mains (parfois appelés colonels, capitaines, etc.) depuis leurs bases en brousse ou dans les villes/villages. Chez les (ex-) Séléka où la plupart des "généraux" n'ont pas reçu de formation militaire formelle (à l'exception de certains mercenaires étrangers et FACA ayant fait défection) la formation physique et militaire des membres du groupe se fait aussi par des militaires de carrière ou d'anciens maquisards.

Dans un échange avec deux leaders (ex-) Séléka du MLCJ (une version de l'ancienne CPJP) à Bangui en octobre 2020, ceux-ci nous ont confié être devenus des leaders ("général" pour l'un et "capitaine" pour l'autre) à la suite de leurs bravoures sur les champs de bataille : « c'est le terrain qui commande » disent-ils. Alors qu'ils étaient commerçants, artisans miniers, puis acheteurs de diamants, leur entrée dans la rébellion, relatent-ils, a fait suite à la confiscation de leurs diamants à hauteur de 35 millions (pour le "général") par le pouvoir de François Bozizé, « injustice qui nous a totalement ruinés » pour reprendre leurs propres termes. Il ne leur restait qu'une seule option : rejoindre la rébellion. Ils affirment aussi être organisés en "sections" de trente personnes chacune supervisées par des commandants sous la houlette de l'état-major. Les leaders comme feu Charles Massi, Abdoulaye Hussein ou Noureidine Adam (un des anciens leaders de CPJP et actuel patron du FPRC) n'étaient que des « tuteurs » (et donc Entrepreneurs) vivant à l'étranger (les entrepreneurs), concluent-ils.

Certes, dans les deux cas (celui des "com-zones" anti-Balaka ou des "généraux" et "colonels" (ex-) Séléka), il s'agit des "statuts acquis sur le terrain" des affrontements à la suite de leurs bravoures, leurs succès dans la direction des combats, la gestion des équipes de guerriers, et le contrôle des espaces plus ou moins vastes. Toutefois, l'élément mystique/occulte avéré ou supposé participe fortement de la consolidation du pouvoir de ces chefs rebelles sur leurs éléments et les zones conquises. Ce pouvoir se légitime ainsi par la crainte qu'ils inspirent et par le nombre des combattants sous leur commandement parmi lesquels on retrouve les enfants, adolescents et jeunes...

Dans les périodes post-conflits, le traitement de ces contremaitres devient souvent délicat à cause de leurs fortes influences sur les cours des événements. Constituant une « épine dans le pied de la paix », « ces hommes sans diplôme, perçus comme venus de nulle part » (Lebœuf *ibid.*) sont le plus souvent intégrés dans l'armée ou promus à des hautes fonctions administratives à la faveur des accords de cessation des hostilités, où leur présence irrite leurs collaborateurs plus méritants qui ont gravité les échelons de manière normale. Toutefois, l'histoire montre qu'en Centrafrique, ils finissent par être insatisfaits de ces privilèges et reprennent souvent le maquis. L'exemple parfait est celui de Maxime Mokome, chef anti-Balaka nommé Ministre de DDRR à la suite des Accords dits "de Khartoum" (2019) qui va quitter le poste ministériel pour rejoindre à nouveau la rébellion à la création de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) par François Bozizé en 2020. Cela ne fait que confirmer l'une de nos précédentes conclusions selon laquelle, l'attribution des postes ne permet pas d'atténuer durablement les crises en Centrafrique où la fin des hostilités ne signifie pas la fin des violences et de la rébellion. Celle-ci reste larvée et peut être réactivée à travers ce que nous appelons des "réseaux rebelles".

IV. LES PIEGES DES RESEAUX DES COM-ZONES ET LA VULNERABILITE DES JEUNES EX-COMBATTANTS¹⁶¹

Comme nous l'avons vu jusque-là, les enfants et jeunes sont souvent soumis au caractère contraignant du contexte de conflits violents de longue durée en Centrafrique. Le retour à l'accalmie supposé sonner le glas de leur souffrance semble n'ouvrir qu'une autre période porteuse de difficultés. Alors que tout laisse à penser que la sortie des enfants et jeunes des groupes armés est un pas important pour les éloigner de la violence, et leur permettre d'enclencher un retour durable ou définitif à la vie civile, les faits observés tendent à prouver que leur proximité avec leurs anciens chefs annihile cet espoir.

En effet, les enfants et jeunes démobilisés ou qui se sont auto-détachés des groupes armés vivent souvent à proximité de leurs anciens commandants. Ces derniers exercent encore un contrôle important sur eux, et même après qu'ils aient achevé des programmes de formation professionnelle combinés à une aide psychosociale permettant leur réintégration socio-

¹⁶¹ Certaines analyses contenues dans ce sous-chapitre ont été publiées en 2018 dans un rapport de recherche pour UNICEF intitulé *The Aftermath of Demobilization for Children and Youth in the Central African Republic* (cf. références bibliographiques).

économique. Ces contacts peuvent être initiés par les com-zones, mais les jeunes peuvent également entretenir eux-mêmes ces relations. Nous essayons d'expliquer cette relation réciproque en analysant la nature afin de démontrer en quoi ces types de rapports peuvent avoir des impacts négatifs sur le vécu de ces enfants et jeunes qui finissent par être des sources de revenus pour leurs anciens chefs. Cette relation s'observe à travers des anciens réseaux rebelles encore dormants, mais aussi à travers un certain "attachement" de ces jeunes à leurs anciens commandants.

Pour finir, mis à part ce groupe d'acteurs armés, nous porterons notre regard sur les acteurs de la protection de l'enfance qui sont également omniprésents dans cette arène et jouent des rôles qui ont des effets non seulement sur les contextes où ils interviennent, mais aussi sur les autres acteurs.

IV.1. Connexions et réseaux rebelles

Nous entendons par « connexions et réseaux » le fonctionnement latent des anciennes structures de rébellion, et les liens existants entre les chefs rebelles et les jeunes anciennement associés à leurs groupes armés. Nous avons en effet observé que la proximité existante entre les jeunes et leurs anciens commandants engendre des contacts réguliers qui peuvent conduire à la remobilisation de ces jeunes en cas de nouvelles tensions. Cette proximité est aussi favorisée par les Agences d'aides internationales et les ONG de protection de l'enfant, ou encore par le gouvernement qui passent par les com-zones devenus "intermédiaires clés" pour la recherche des enfants et jeunes ciblés par les programmes de DDR. Il en découle un certain attachement en termes de loyauté et de dépendance des enfants et des jeunes à l'égard de leurs « anciens » commandants. En outre, compte tenu des expériences passées ensemble avec ces derniers dans la rébellion ou la milice armée, les anciens commandants sont dans certains cas vus par les jeunes comme des figures paternelles ; d'où un certain sentiment de gratitude et de reconnaissance envers ces anciens chefs devenus les passages obligés vers les programmes DDR. Ce sont là les différents thèmes que nous essayerons d'aborder dans cette sous-section.

IV.1.1- Contacts réguliers entre ex-combattants jeunes et leurs anciens commandants

Dans la plupart des cas, nos informateurs nous ont déclaré qu'ils étaient toujours en contact régulier avec leurs anciens commandants¹⁶². Souvent, ils habitent dans le même quartier. Des

¹⁶² A l'exception des situations où les jeunes se sont auto-détachés du groupe par suite de mécontentement ou de renvoi par leurs commandants.

réunions régulières ont lieu, ce qui signifie que les anciens réseaux rebelles sont toujours intacts et les enfants y restent attachés s'ils ne sont pas éloignés physiquement de leurs anciens chefs ou anciennes "bases". Même dans ce cas, les contacts sont maintenus via la communication téléphonique (voir aussi Souleymane, 2017). Nous avons rencontré Mike (17 ans), un ex-garde du corps Anti-Balaka (cf. *supra*), qui vivait avec sa sœur cadette dans le même quartier périphérique de Bangui que son ancien commandant. Voici ce qu'il nous explique lors de l'un de nos entretiens sur sa relation avec son ancien commandant et le marabout qui leur fournissait les gris-gris et amulettes de protection dans la brousse :

Êtes-vous toujours en contact avec le marabout et le leader de votre groupe ?

Quant au marabout, il est rentré chez lui à PK 13 et je n'ai aucun contact avec lui. C'est avec le chef de mon groupe que je suis en contact permanent jour et nuit. Même ce matin, je l'ai rencontré. Il passait son chemin et je l'ai même informé de notre rendez-vous [le rendez-vous de l'entretien]. Il m'a remercié pour l'information et est parti pour ses activités [...] (Entretien avec Mike, Bangui, déc. 2017).

De même, Landry (19 ans) confirme qu'il existe des contacts réguliers entre lui et son ancien commandant. Landry est un jeune couturier. La MINUSCA l'a aidé à l'âge de 18 ans à sortir d'une faction anti-Balaka, à suivre une formation de couturier et à bénéficier d'un soutien psychosocial et un programme d'éducation civique. Voici ce qu'il nous dit sur ses liens avec son ancien chef :

Le [son ancien commandant anti-Balaka] voyez-vous toujours ? Êtes-vous toujours en contact ?

Oui, nous sommes toujours en contact.

Comment ?

Nous sommes en contact parce que, alors que je confectionne des vêtements, sa famille, ses enfants et sa femme viennent faire confectionner leurs vêtements chez moi. S'il a un problème qui le dépasse, il vient me demander, et je l'aide. Nous gardons donc le contact comme ça, mais pas le contact de la rébellion (entretien avec Landry, Bangui, déc. 2017).

La tante de Landry a déclaré à propos du contact en cours entre Landry et son ancien commandant:

Je dis, son commandant est toujours proche de lui parce qu'il [Landry] a joué le rôle de secrétaire aux côtés de son commandant. [...] Non, je n'accepte pas qu'il parle de son commandant, car il est toujours à ses côtés et qu'ils continuent à faire leurs bêtises. Je ne veux pas parler de son commandant, et il ne me parle pas non plus de son commandant. [Elle parla à voix basse du commandant et il était clair qu'elle ne voulait pas parler de lui] (entretien avec la tante de Landry, Bangui, déc. 2017).

Ce qui précède montre que les deux jeunes hommes, fin 2017, étaient régulièrement en contact avec leurs anciens commandants et qu'ils restent étroitement liés. Ils vivent à proximité les uns

des autres, se rendent visite, se rencontrent régulièrement et semblent partager des relations confidentielles. Dans le cas de la tante de Landry, il est clair qu'elle n'approuve pas ce contact. Elle envisage d'emmener son neveu Landry avec elle pour le surveiller si elle trouve un travail à l'intérieur du pays. Ayant rencontré Landry dernièrement en 2022 lors d'un entretien de suivi, celui-ci nous a confirmé que depuis la reprise des hostilités en 2020 et même les menaces récentes de coups d'Etat de 2022, il a été rappelé par son ancien réseau qui le « dérange » selon ses propres termes. Bien qu'il ait été victime du cambriolage de sa petite maison juste une semaine avant notre rencontre, cambriolage au cours duquel les voleurs ont emporté son unique machine à coudre reçu de la MINUSCA, il dit avoir opposé un non catégorique à ces sollicitations.

Nous l'avons déjà dit, dans les cas où la distance géographique entre les ex-combattants et leurs anciens commandants est plus grande, certains semblent entretenir des contacts téléphoniques réguliers. Deux de nos informateurs ex-Séléka nous ont dit qu'ils étaient en contact téléphonique régulier avec d'anciennes structures de commandement à Birao et Bria, respectivement au nord-est et au centre-est du pays. Cela montre que l'"abondance des connexions", ou plutôt "l'intensification" sans précédent de la communication technologique via la téléphonie mobile facilitent la connectivité (de Bruijn & van Djik, 2012) entre des éléments dispersés. Nous avons également recueilli des informations selon lesquelles, dans le quartier Boeing à la périphérie de Bangui, en période de tension élevée dans la capitale Bangui en avril 2018, un ancien com-zone avait contacté ses éléments par SMS pour les mobiliser. Mike le confirme : « C'est parce que tout le monde a un téléphone mobile en ce moment ; les commandants nous envoient des messages au téléphone pour se regrouper [...] » (entretien avec Mike, Bangui, déc. 2017). Le cas de Maxime Mokom que nous avons expliqué ci-dessus pour illustré l'insatisfaction des anciens chefs rebelles dans l'administration, même s'il n'est pas jeune, atteste de l'existence durable de réseaux rebelles fonctionnels ayant conduit à sa remobilisation de même que d'autres chefs rebelles par Bozizé pour prendre part à la CPC.

Les informations qui précèdent montrent que les contacts réguliers entre ces jeunes et leurs anciens dirigeants sont courants. Le contact physique se produit lorsqu'ils vivent à proximité les uns des autres. Parfois, les jeunes sont même liés à leurs anciens commandants. Les contacts téléphoniques et les messages textes facilitent les contacts lorsque la distance entre le com-zone et ses anciens "éléments" est grande ou lorsque de nombreuses personnes doivent être

contactées instantanément. Ces contacts réguliers entretiennent les anciens réseaux rebelles ouvrant ainsi la voie à une facile remobilisation des jeunes.

IV.1.2- Potentiel de (re) mobilisation et loyauté

Au cours du travail de terrain intensif effectué en décembre 2017 à Bangui, nous avons observé des cas dans lesquels les réseaux d'acteurs armés dont les jeunes font toujours partie, peuvent être rapidement mobilisés de nouveau pour « défendre », « attaquer » ou mener de nouvelles activités guerrières. Parfois, ce potentiel réside dans la solidarité ressentie envers les anciens membres du groupe. Sur ce point, Mike nous dit ceci :

Samedi dernier, avez-vous entendu parler de l'assassinat d'un jeune par un élément des FACA ? J'étais là-bas et la victime est l'un de nous [la victime appartenait à son ancien groupe anti-Balaka]. Si j'avais une arme en main, j'allais attaquer son assassin. Mais j'avais les mains vides. Ce qui signifie que je ne peux rien faire contre son agresseur (Mike, 17 ans, Bangui, déc. 2017).

L'affaire dont parle Mike a conduit à une manifestation au cours de laquelle, sortis dans la rue, d'autres jeunes ont démontré leur mécontentement. Très récemment (2022), lorsque nous l'avions rencontré avec l'un de ses anciens camarades du groupe armé, il nous a expliqué avoir été recontacté pour participer une nouvelle fois aux hostilités déclenchées par la CPC fin 2020. Alors qu'il a même accepté d'héberger deux de ses anciens camarades venus de l'arrière-pays déjà remobilisés qui ont passé plus de trois jours chez lui en prélude à l'attaque, il a refusé de s'engager de nouveau en dépit de promesses d'argent qui lui ont été faites. Nous avons aussi relevé cette même réaction de refus chez Ibré, ex-colonel de la Séléka dont le commandant (général de son état) a repris le maquis à l'appel de Bozizé. Son ancien commandant l'a recontacté pour rejoindre la lutte armée à la faveur des promesses d'argent à la prise du pouvoir de l'Etat ; promesse qu'il a réfuté car n'ayant jamais reçu de récompense après le coup d'Etat de mars 2003.

Parfois, les parents des jeunes font tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter que de tels sentiments ne se développent chez les jeunes, conscients que ces sentiments peuvent les conduire à un comportement qu'ils tentent d'éviter. Les proches agissent également pour empêcher les contacts potentiels entre les com-zones et leurs anciens " éléments ". Par exemple, la tante de Landry essaie de l'occuper chaque fois qu'il y a un regain de bruits (des coups de feu ou détonation d'explosifs) au quartier PK5 (proche de chez elle). Chaque fois qu'un tel bruit commence, elle demande à sa fille d'aller appeler Landry, et elle lui confie des tâches

ménagères : remplir pour elle les petits sachets en plastique d'eau potable qu'elle vend au bord de la route, ou cuisiner. Cela le tient occupé et permet à sa tante de le surveiller de près. Cela signifie clairement que sa tante s'attend à ce qu'il soit contacté et agisse lorsque son ancienne structure de commandement lance un appel à la "solidarité" des anciens combattants.

Un employé de Caritas que nous avons interrogé a déclaré que les enfants qui suivaient une formation professionnelle dans le cadre d'un projet financé par UNICEF, pouvaient toujours être sollicités par leurs anciens commandants pour qu'ils installent des barrages routiers et/ou voler pour leur compte. Un de ces jeunes a même été tué et d'autres se sont retrouvés en prison par suite d'une intervention de la police sur une scène de braquage, alors qu'ils étaient en formation de réinsertion socio-professionnelle (entretiens avec Francis, oct. et déc. 2017).

Ce qui précède montre le potentiel des anciens membres du groupe à se « mobiliser » de nouveau dans des actions collectives soit par le biais de sentiments de solidarité, de vengeance, ou de loyauté envers les anciens membres ou dirigeants du groupe, soit pour la défense du groupe ou du quartier auquel ils s'identifient. Cela tient d'histoire vécue communément qui maintient les jeunes dans les réseaux des anciens commandants qui conservent ainsi sur leurs anciens "éléments" une mainmise qui leur confère un pouvoir supplémentaire. Cette mainmise oblige les acteurs des programmes de soutiens aux anciens rebelles de passer par ces leaders pour accéder aux bénéficiaires (les enfants et jeunes anciens combattants) de leurs programmes, renforçant et confirmant ainsi leur pouvoir. C'est l'objet du point suivant.

IV.2- "Com-zones" et "généraux" comme intermédiaires clés pour les acteurs de protection de l'enfant et promoteurs de DDR pour adultes

Généralement, les "com-zones", les "généraux" et autres chefs des factions et groupes armés sont les principaux négociateurs avec les ONG et Agences de Nations unies telle que UNICEF au nom des enfants et adolescents qui se trouvent dans leurs groupes ou qui en sont "détachés". Il en est de même pour les structures gouvernementales et d'autres acteurs comme la MINUSCA qui cible particulièrement les jeunes adultes pour les programmes DDR ou de réduction de la violence. Cela confère un pouvoir considérable aux com-zones qui jouent un rôle important dans tout le processus de démobilisation. Cela signifie également que les jeunes qui sont radiés par leurs chefs, quittent ou fuient eux-mêmes les groupes armés ont beaucoup plus de difficultés à accéder à l'aide formelle, car ils ne peuvent pas passer devant les commandants et anciens

dirigeants devenus "gardiens" des programmes officiels de réintégration. Les nombreux cas de jeunes auto-démobilisés en difficultés s'expliquent ainsi. Concrètement, dans les pratiques de DDR en Centrafrique, ce sont les commandants qui fournissent les listes d'enfants/jeunes ex-combattants aux ONG, Agences des Nations unies et au gouvernement, et ce sont eux qui négocient avec ces derniers. Cela signifie que leurs réseaux sont importants pour ces institutions, et en négociant avec eux, l'autorité des commandants est réaffirmée et renforcée alors que ces commandants ignorent souvent les vrais problèmes/besoins de ces enfants. Pourtant, ces mêmes commandants, à cause de leurs fortes influences, créent parfois des obstacles aux suivis des enfants par les ONG si, après vérification des listes « d'enfants soldats » par les staffs d'ONG, certains enfants sont déclarés inéligibles aux programmes en raisons de certains critères après vérifications: âge, statut non confirmé d'enfant associé au groupe armé ou de jeunes anciens combattants.

Un de nos informateurs qui travaille pour Caritas Centrafrique, nous a confirmé qu'il n'avait pas la possibilité de faire le suivi des enfants dans les secteurs où vivent certains jeunes déclarés inéligibles au programme de réintégration selon les critères établis par l'UNICEF. Ces jeunes combattants non éligibles menaçaient la sécurité de ce travailleur qu'ils accusaient de les avoir exclus du processus de démobilisation de l'UNICEF. Dans d'autres cas, ces menaces peuvent provenir des com-zones eux-mêmes. Cela pose un problème pour le suivi des enfants bénéficiaires des programmes de démobilisation en cours dans certains quartiers et nécessite une approche globale intégrant par exemple DDR pour enfants et pour adultes, et programmes de développement communautaire plus importants, impliquant les autres jeunes et bénéficiant à toute la communauté au regard de l'ampleur des jeunes inoccupés.

Comme on peut le constater, ce ne sont pas seulement les jeunes qui restent régulièrement en contact avec les com-zones ou maintenus par ces derniers dans leur sphère d'influence ; les ONG et l'UNICEF, le gouvernement et la MINUSCA ne peuvent pas non plus leur échapper, car les commandants sont les passages obligés par leur "bonne volonté" et les listes qu'ils fournissent. Pourtant, en collaborant avec eux, les organisations étatiques et non étatiques renforcent leur pouvoir (déjà suffisamment tenace) sur les jeunes obligés de rester dans leur sillage. A titre d'exemple, durant la période de cette recherche, nous avions convenu avec UNICEF de nous rendre au quartier commercial de PK5 où cette agence onusienne devrait négocier auprès des commandants ex-Séléka la mise à sa disposition des enfants associés à leurs groupes pour bénéficier des appuis DDR. La descente a été annulée au dernier moment car les

commandants ont exigé de l'argent à l'UNICEF avant qu'ils n'autorisent l'accès à ces enfants ; ce qui va à l'encontre des principes d'intervention de cette agence des Nations unies. Ce blocage orchestré par les commandants atteste de leur toute puissance sur les enfants et jeunes sous leur commandement même en période "post-confliktuelle".

Dans un entretien que nous avons eu avec M. Thierry Lebene alias « 12 puissances » en novembre 2020, celui-ci avoue qu'en dépit de la dispersion de certains de ses "éléments", il a choisi de rester avec quelques proches combattants pour sa sécurité personnelle et celle de sa famille. Il ajoute qu'il a orienté le rest des combattants vers le programme DDR (petit commerce, maçonnerie, menuiserie, FACA) alors que d'autres sont « sur le terrain en train d'aider le pays » (donc sur le champ de batailles face aux CPC). Il parle même d'une liste d'attente pour le DDR dont il a remis lui-même une copie à la Présidence de la République. Entretemps, lui et quelques-uns de ses éléments ont pu bénéficier d'une formation militaire dans le cadre des programmes DDR.

Conscients de leur pouvoir et rôles d'intermédiaires, et pour maintenir ces jeunes sous leurs influences, ces chefs (de factions) rebelles ne manquent pas aussi de leur miroiter les retombées futures des programmes DDR pour les appâter. Rencontré à Paoua, le jeune Charlie¹⁶³ (14 ans environ) qui a rejoint la rébellion par suivisme ou pression de ses pairs, suivait une formation en mécanique sur financement de UNICEF en collaboration avec War-Child et AFRBD. Il nous confie à ce sujet :

Ils m'ont exhorté à retourner avec eux en insinuant que les bonnes choses restent à venir. Et moi de leur répondre qu'il n'y a rien de bon qui vienne, c'est moi qui ai trouvé la bonne chose grâce à cette formation. Ils parlent de DDR et moi je leur dis que même avec cette formation je peux être en mesure de gagner 2500 fcfa, 5000 fcfa. [entre 3 et 7,5 €] par jour et cela me suffit (entretien avec Charlie, Paoua, octobre 2016).

Enfin, lorsque nous avons tenté de rencontrer un com-zone à Bangui en août 2017, il nous a demandé de l'argent avant de nous fournir les informations. Nous avons décliné l'offre. Pour nous faire connaître ses larges connexions, il a nommé une longue liste des organisations qui l'avaient déjà contacté. Ces exemples illustrent les astuces utilisées par les commandants et les positions importantes qu'ils parviennent à obtenir dans le réseau de démobilisation à la suite des combats et qui rendent les jeunes encore plus vulnérables et dépendants de leurs anciens chefs. De ce fait, les enfants et jeunes comme ouvriers, sont à double titre des ressources pour

¹⁶³ Le prénom a été changé

ces chefs rebelles. D'abord, leurs statuts leur ont été conférés grâce à la présence dans leurs groupes de ces jeunes qu'ils ont exploités durant les combats. Ensuite, ils les exploitent encore via les transactions avec les acteurs de protection de l'enfant ou les instances gouvernementales chargés des programmes DDR dont les logiques d'action maintiennent les jeunes dans les sillages de leurs anciens commandants. Comme le rappelle le politologue Samuel Huntington (1993, cité par ACORD, 2007 : 95), l'énorme réservoir de jeunes hommes âgés de quinze à trente ans constitue une réserve naturelle pour l'instabilité et la violence.

Dans ce qui suit, nous approfondirons la nature du contact entre les com-zones et les jeunes (auto) démobilisés à travers la notion d'attachement.

IV.3- Attachement : loyauté et gratitude des enfants et jeunes à l'égard de leurs "anciens" commandants

Afin d'approfondir notre compréhension du rôle que jouent les anciens commandants dans la vie des enfants et des jeunes "(auto-) démobilisés", nous devons comprendre la nature de la relation qui les unit. A ce titre, nous observons d'emblée que non seulement le réseau d'une structure de commandement hiérarchique reste encore intacte, mais nous relevons également un type de lien personnel. L'interdépendance semble être au centre du jeu: les com-zones dépendent des jeunes (anciens) membres de leurs troupes pour leur survie, visibilité et autorité; la loyauté et l'effectif des jeunes permettent aux commandants de convaincre de la menace potentielle du groupe et peser à la table des négociations. En revanche, en participant ensemble à la guerre et en partageant les mêmes attentes du lendemain (la rente DDR et "autres avantages"), la dépendance des jeunes vis-à-vis de leurs anciens commandants est particulièrement forte. Dans une certaine mesure, cela peut expliquer la loyauté des jeunes envers les com-zones. Dans ce qui suit, nous essayerons de comprendre la nature des liens qui semble renforcer une "relation d'attachement mutuel" ou dialectique entre ces deux groupes d'acteurs à travers les notions de figure paternelle et de gratitude.

IV.3.1- Anciens commandants comme figures paternelles

Une plus grande intensification de la relation entre les jeunes et les chefs rebelles peut se produire lorsque les jeunes ont perdu leurs parents à la guerre à l'instar des jeunes comme Mike et sa sœur. Les deux ont été accueillis et "protégés" avec les autres enfants par les Anti-Balaka. Nous pouvons comprendre leur situation initiale de victimes presque comme si ces enfants ont été "adoptés" en tant que membre de la famille anti-Balaka. Au sein du groupe armé, ils étaient

protégés par un chef en particulier en période de tensions au sein du groupe. Ils voient leur ancien chef comme une figure paternelle qui a même protégée la sœur de Mike d'un viol au sein même de leur faction. Parlant de son commandant, Mike nous partage cette réflexion :

Ce qu'il a fait pour moi, je ne peux pas oublier. Parce qu'il est facile de donner naissance à un enfant, mais il est difficile de s'en occuper. Dans les situations difficiles, il a pris notre défense et nous a protégés jusqu'à aujourd'hui. Donc, je le vois comme un père pour moi. Quand j'ai des problèmes, je vais le voir pour expliquer et il promet de réagir. Le jour venu, il tient sa promesse (Mike, 17 ans, Bangui, déc. 2017).

Récemment, alors que Mike était en difficulté et n'arrivait pas à trouver un travail à la sortie de sa formation professionnelle financée par UNICEF, son ancien commandant lui a même facilité l'obtention d'une parcelle pour qu'il y pratique la culture maraîchère à la périphérie de Bangui. Ces types d'assistance quasi-paternelle peuvent conduire à des sentiments de gratitude des jeunes envers leurs anciens commandants renforçant ainsi les liens existants entre eux dans une société où existe peu de perspectives pour les jeunes après les conflits. Les anciens chefs rebelles deviennent ainsi des "sauveurs" pour ces jeunes qui, en retour, pourraient développer de puissants sentiments de permanente gratitude et de redevabilité à leur endroit.

IV.3.2- La gratitude des jeunes envers leurs anciens commandants

Comme indiqué plus haut, les com-zones et chefs de groupes armés sont souvent sollicités par les acteurs de protection de l'enfant pour fournir les listes des ex-combattants éligibles pour les programmes DDR. Des critères à respecter existent certes, mais il arrive que certains commandants choisissent délibérément les éléments qui leur sont proches ou même placer sur la liste des membres de leur famille qui n'ont jamais été combattants, pour bénéficier d'un programme. Être protégé durant les batailles par les chefs, être placé ensuite sur une liste et être accepté pour une formation professionnelle dans une société sans perspectives, peut engendrer un sentiment de gratitude et de redevabilité chez les enfants et jeunes envers leurs anciens chefs. Le cas de Landry ci-dessous le montre parfaitement, bien qu'il expose également autre chose : il est possible que la présélection soit en jeu dans l'établissement de ces listes, et les jeunes le savent probablement. De ce fait, les commandants peuvent avoir tendance à préférer certains comme plus susceptibles de bénéficier d'un programme de réintégration et laisser les autres pour compte. Dans certains cas, ils aimeraient sélectionner des jeunes qui ont déjà un certain niveau d'éducation et qui souhaitent apprendre, c'est-à-dire des personnes qui peuvent réussir une formation, comme le suggère ce cet extrait d'entretien :

Pourquoi avez-vous été sélectionné pour ce programme et pas les autres ?

Je sais que c'est une question de comportement. Le comportement n'était pas le même. [...] Cela signifie que nous qui avons eu un comportement exemplaire parmi les autres, nous qui ne voulons pas vraiment la violence ... et nous qui étions allés à l'école - nous sommes ceux que le chef a choisis. Mais ceux qui ne sont jamais allés à l'école, qu'est-ce qu'ils vont faire...? [Selon la tante de Landry, celui-ci était le secrétaire de son commandant, il apparaît donc ici qu'il connaît bien les idées de son commandant à ce sujet]. Et c'est ce qui pose des problèmes.

Les autres étaient-ils jaloux ?

C'est ça ; ils sont jaloux. Si je... ça veut dire que vous faites quelque chose ensemble et qu'ensuite, c'est l'autre qui est récompensé et pas vous... vous serez jaloux. C'est pourquoi ils sont jaloux. Et ils continuent à faire ce qu'ils faisaient : se battre jusqu'à aujourd'hui.

Avez-vous une certaine loyauté envers votre chef parce qu'il vous a donné cette opportunité ?

Oui, je le remercie également car c'est grâce à lui que je suis devenu qui je suis aujourd'hui. S'il ne m'avait pas choisi, aujourd'hui je pense que je serais moi aussi dans la brousse en train de tuer des gens pour le butin de guerre. Mais depuis qu'il m'a pris, j'ai appris aujourd'hui à m'adapter - je suis donc reconnaissant envers lui (entretien avec Landry, Bangui, déc. 2017)

Certains jeunes confirment leur loyauté envers leurs anciens commandants. Ils sont reconnaissants d'avoir été choisis pour la formation. Il semble qu'ils doivent rendre cette loyauté maintenant qu'ils gagnent de maigres revenus (Landry semblait plutôt suggérer que son ancien commandant reçoive parfois une aide de sa part ; qu'il s'agisse d'une aide monétaire ou de services (coudre ses vêtements et ceux des membres de sa famille). En même temps, ces jeunes sont conscients du fait que beaucoup de leurs compagnons n'ont pas été sélectionnés, ce qui peut renforcer encore plus le sentiment de gratitude et de reconnaissance ; ou encore renforcer leur attachement à leurs anciens commandants en espérant être sur les prochaines listes...

Le Gouvernement, la MINUSCA, l'UNICEF et les ONG peuvent ne pas être au courant de ces "critères invisibles de présélection" potentiellement appliqués par les com-zones et les dirigeants de groupes armés. Si de tels critères sont appliqués (ce qui est évident), il est probable que les jeunes les plus défavorisés restent encore dans la brousse comme le dit Landry. Il sera peut-être plus difficile de « réintégrer » ces jeunes plus tard, en raison de leur faible niveau d'instruction, de leur manque de confiance dans l'apprentissage et de leur longue expérience du combat, ou simplement de l'absence d'autres opportunités. Une diversification de méthodes de sélection des bénéficiaires des programmes DDR serait particulièrement productive et éviterait un attachement risqué des jeunes à leurs anciens chefs dont les appétits peuvent leur être préjudiciables, voire constituer un boulevard à la remobilisation armée.



Du haut vers le bas et de la droite vers la gauche :

image 26 : Landry en train de confectionner un vêtement avec sa machine à coudre reçue de la MINUSCA après une formation en couture;

image 27 : Mike en pleine formation mécanique automobile au centre de formation Don Bosco (Damala) –Financement UNICEF ;

image 28 : Tableau récapitulatif des jeunes formés par le Centre Don Bosco où apparaît 66 cas d'abandons.

@ Sjoerd Sijsma, documentaliste Projet UNICEF-ASCL, Bangui, déc. 2017



Inscrits:	40
Abandons:	
EFFECTIFS TOTAUX:	479
Abandons:	66
SORTIS:	134
C. Haut-méca. : 10	
C. mécanique : 124	

IV.4. Conclusions sur le thème de l'influence durable des com-zones

Les démonstrations faites jusque-là montrent qu'il existe une interdépendance durable entre les jeunes et les anciens commandants des groupes armés. Les organisations des Nations unies, les ONG et les agents gouvernementaux permettent en partie aux anciens chefs rebelles de conserver leur influence sur les enfants et jeunes, car ils travaillent à travers eux, ce qui leur permet de donner des droits tels que des places dans des programmes de formation et l'accès aux programmes pré-DDR ou DDR. En retour, la plupart des jeunes font preuve de gratitude et de loyauté envers ces anciens commandants.

Nous aimerions avant tout souligner que ces réseaux d'anciens chefs rebelles et d'anciens enfants et/ou jeunes combattants sont toujours très actifs. Cependant, il était difficile avec les données dont nous disposons de comprendre parfaitement le fonctionnement exact de ces réseaux, parfois plus dormants. Certains dirigeants ont en fait été arrêtés et emprisonnés. D'autres sont libres et/ou ont intégré l'armée nationale ou sont visés par des poursuites judiciaires qui suivent leur cours. Nous étions peu disposés à examiner de près les nœuds de ces réseaux après une rencontre tendue avec un com-zone qui était venu accompagner d'un de

ses lieutenants et qui laissait apparaître clairement un pistolet attaché à sa ceinture. Il craignait manifestement d'être piégé en raison des enquêtes et des poursuites pénales engagées contre les leaders des groupes armés.

Il est à préciser que plusieurs jeunes anciens combattants qui ne disposent pas des liens solides à Bangui (famille perdue, eux-mêmes déplacés) et ceux qui n'entretiennent pas de bonnes relations avec leur famille ou qui sont dans des conditions matérielles précaires peuvent être piégés par ces réseaux. Les relations que les jeunes entretiennent avec les chefs de factions ou groupes armés sont conformes à ce que d'autres ont décrit comme une navigation dans les liens sociaux, et les options qui se présentent dans des situations de guerre, se poursuivent à la suite ou au-delà de la guerre pour échapper à la mort sociale qui caractérise autrement leur situation (Vigh, 2006: 31 ; voir également Debos, 2016). En d'autres termes, les jeunes cherchent souvent activement à sortir des conditions marginales et de sombres perspectives en appliquant parfois des «méthodes opportunistes, parfois fatalistes et tactiques» (*ibid.*) afin de ne pas succomber à leur situation extrêmement marginale et économiquement défavorisée. De ce point de vue, on peut comprendre qu'il est intéressant de rejoindre un groupe armé pour certains enfants et jeunes, mais aussi surtout de conserver des liens sociaux avec les commandants en période de démobilisation et réintégration (DDR), afin d'améliorer leurs chances et perspectives d'avenir (Christiansen *et al.*, 2006: 9). C'est ce que l'on appelle le patrimonialisme : «un système de répartition des ressources qui lie les destinataires des clients aux objectifs stratégiques des bienfaiteurs et des mécènes » (Bangura, 1997: 130, cité par Vigh, 2006: 48).

Les com-zones, en particulier leurs liens avec les FACA, et les intermédiaires rebelles qui ont des contacts avec ces chefs de guerre assis à la table des négociations avec des acteurs nationaux et internationaux qui financent des programmes de DDR sont des clients spécifiques que les jeunes eux-mêmes ne voudront peut-être pas perdre de vue. Ce sont des patrons qui vont potentiellement distribuer des ressources, peut-être en placer un sur une liste de DDR pour l'UNICEF, la MINUSCA, ou fournir une entrée dans l'armée - comme cela se produit régulièrement. Dans notre entretien avec M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », il souligne qu'il a toujours des quotas toutes les fois que le gouvernement lance un appel au recrutement dans les FACA (comme précédemment avec les programmes Pré-DDR et DDR). D'après lui, les jeunes combattants affluent au point qu'il se dit lui-même dans l'embarras pour choisir qui placer sur la liste et qui laisser, vu le nombre limité de quota qu'on lui attribue.

Même si, à certains moments, de tels commandants n'ont pas grand-chose à distribuer (déclin économique, guerre et impasse du processus de DDR), cela signifie simplement que les réseaux sociaux et les réseaux patrimoniaux se « contractent » (Vigh, *ibid.*: 38). Certaines ressources peuvent encore être disponibles pour le noyau de la population plus proche d'un client. Pour la Guinée Bissau, Vigh a noté: [...]

Être exploité par un client grâce à un échange inégal de ressources, de faveurs et d'obligations est actuellement ce que beaucoup de jeunes peuvent espérer de mieux (cf. Hinkelammert, 1993), car même la réciprocité négative induit une relation sociale avec - du moins - une possibilité de réciprocité (cf. Sahlins 1974) en accordant à la jeunesse un lien avec le réseau patrimonial, une opportunité d'améliorer son avenir et d'acquérir un capital social (cf. Bourdieu 1986). Au-delà de l'exploitation, la relation renferme, en d'autres termes, une possibilité (Vigh, 2006: 48-49).

Ces références au patrimonialisme ont pour but de préciser que, même si dans certaines zones de l'arrière-pays, les structures d'autodéfense ne vont pas décliner de sitôt, à Bangui, les réseaux restent intacts, même s'ils sont latents, pas seulement parce que les com-zones peuvent encore avoir besoin de jeunes pour fonctionner, mais parce que les jeunes espèrent faire partie du réseau patrimonial qui conduira à des ressources dans un proche avenir sous forme de capital, qu'il soit social, économique ou symbolique. Ce n'est peut-être pas un geste conscient et calculé pour beaucoup ; il s'agit plutôt d'un mécanisme puissant inhérent à la société marqué par la longue durée des crises, qui peut en partie aider à expliquer les origines de la (re) mobilisation des jeunes. Les deux groupes peuvent donc constituer des ressources l'un pour l'autre, même si les jeunes « ouvriers » semblent avoir beaucoup à perdre dans ce *jeu* (cf. *supra* concept d'arène) qui n'est autre chose que le résultat d'une société déstructurée. Cela place les jeunes dans la position d'exploités au regard du pouvoir moins important dont ils disposent face aux contremaitres et autres acteurs politico-militaires.

V. ENFANTS ET JEUNES COMME "RESSOURCE" POUR LES ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Développée par les géographes et les économistes travaillant sur le développement, la notion de ressource est généralement équivoque (Schubert & Knecht, 2021). En effet, l'écologie et les sciences de l'environnement désignent par « ressources naturelles » les diverses ressources minérales ou biologiques nécessaires à la vie de l'homme et donc à l'ensemble des activités économiques propres à la civilisation industrielle (Ramade, 2004). En référence à cette définition, Laurent Dartigues (2001) considère que le mot « ressource » évoque un bien disponible « déjà là » - que l'on pense aux ressources minières par exemple, dit-il. Se situant

dans le domaine d'action des sciences sociales, Nestmann (1996 : 362, cité par Schubert et Knecht, *ibid.*) avance que « [...] tout ce qui est valorisé et/ou vécu comme utile par une personne singulière dans une situation donnée peut être considéré comme une ressource. » De ce fait, la ressource fait référence aux moyens disponibles et nécessaires à une action, la satisfaction des besoins ou la création de richesse. Cela dit, une ressource n'existe que si elle est connue, révélée et exploitable, que si des hommes lui attribuent une valeur d'usage (Roger Brunet *et al.*, 1993¹⁶⁴).

A titre d'illustration, De Bruijn et van Dijk (2012 : 08-09) dans leur chapitre introductif au livre *The Social Life of Connectivity in Africa*, considèrent la "connexion"¹⁶⁵ dans le domaine de la téléphonie comme "ressource" (pont entre objets, choses et humains), celle-ci étant « si facilement disponible » (so readily available) et non plus comme une rareté (scarce ressource). Pour étayer cette idée de "ressource disponible", les auteurs ajoutent que dans le domaine de la connectivité, un téléphone par exemple lui-même n'est pas une ressource, mais la devient à travers les possibilités qu'il offre de se connecter à d'autres ou de se déconnecter délibérément. D'ailleurs, expliquent-ils, tout le monde ne peut pas utiliser cette ressource et l'accès est une question politisée dans tous les cas (p. 19). Ramené à notre thèse sur les jeunes et les jeux de rapports dans lesquels ils sont impliqués en temps de guerre prolongée, nous concluons que ces derniers sont devenus une "ressource" pour les acteurs de l'arène politique en Centrafrique au regard de leur disponibilité (availability) et accessibilité (accessibility). Les acteurs qui dominent l'arène politique en Centrafrique leur attribuent en effet d'autres "propriétés" nécessaires à une action et/ou satisfaction des besoins au regard des possibilités qu'ils offrent. Les enfants et jeunes représentent ou sont vus comme une ressource "déjà là", "connues", "prêt à l'emploi" et "utilisables".

Toutefois, sans prétention aucune de réduire cette frange de la population à des ressources naturelles ou matérielles figées, immuables, nous postulons, au regard de l'instrumentalisation ou plutôt de la politisation (car il s'agit bien d'une question politique –cf. *infra*) dont elle est objet dans un contexte social déstructuré, que les acteurs de cette arène politique leur font recours comme à une ressource pour répondre à un besoin. Bien-sûr, les jeunes constituent la

¹⁶⁴ Voir : https://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2010.praly_c&part=229411, consulté le 28/11/2019

¹⁶⁵ "Connection" is a broad concept that can mean many things but what is important is the significance of linking: connections indicate a bridge between objects, between things and between human" (De Bruijn & van Dijk, 2012: 7)

majeure partie de la population centrafricaine (ce qui exclue la rareté d'en trouver), mais leur "disponibilité" consécutive au chômage et au sous-emploi, aggravée par les conflits de longue durée dans lesquels ils évoluent, ne leur offre qu'une marge de manœuvre limitée (agentivité contrainte) que les acteurs de cette scène conflictuelle, les entrepreneurs politico-militaires ne se privent pas d'en tirer profit. Bien sûr, il existe une partie de cette population jeune qui résiste à l'enrôlement armé en dépit d'un contexte violent qui l'affecte et des sollicitations multiples dont elle est l'objet. Cette jeunesse non violente et silencieuse peut en revanche, constituer une ressource de paix et de développement.

Plus haut, nous avons catégorisé les groupes/milices armés en Centrafrique en groupes internes et externes malgré la difficulté d'une telle proposition. Les groupes internes, pour peser face à leurs adversaires dans les situations de guerre, mais aussi dans les contextes post-conflit (DDR pour enfants et adultes), misent sur l'effectif de leurs éléments, d'où le recrutement massif d'enfants et de jeunes, cette main d'œuvre gratuite et bon marché. Les enfants et jeunes (anciens) combattants deviennent ainsi des "ressources" qui, en l'absence d'un Etat Providence et dans une société fracturée, évitent la mort sociale lorsque les chefs rebelles veulent bien les aider. Ils n'acquièrent de la valeur que lorsque leurs commandants veulent bien leur en donner (liste fournies aux ONG, prise en charge post-conflit dans le cadre des programmes DDR) ...exactement comme cela se passe dans le cas de ressources naturelles qui acquièrent des propriétés, de la valeur que lorsque les utilisateurs les reconnaissent et les leur en attribuent. Et dans ce jeu, ce sont les utilisateurs (ici les entrepreneurs et les contremaitres) qui gagnent, même si les ouvriers ont quelques "intérêts" à y tirer pour éviter la mort sociale.

Pour revenir au contexte centrafricain, il faut dire dans la même veine que sur le plan politique, les gouvernements et régimes successifs ont toujours eu une mentalité/attitude d'exploitants (pour ne pas dire de colons) à l'endroit des jeunes dans ce pays. Ceux-ci les utilisent toujours pour leurs intérêts au moment des conflits violents, des crises d'ordre social, des élections et autres, mais se détournent ostensiblement quand il s'agit de mettre en place des programmes concrets, suivis des actions efficaces pour améliorer les conditions de vie de ces jeunes. Un ancien Président de la jeunesse nationale centrafricaine nous confiait à ce sujet que de bons programmes existent sur papier en faveur des jeunes, mais concrètement, rien n'est fait pour leur mise en œuvre. L'exemple le plus récent est celui de François Bozizé lui-même auteur de plusieurs coups d'Etat manqués dont un coup d'Etat réussi en 2003. Quelques mois avant son éviction par la coalition Séléka en mars 2013, il a été accusé par la jeunesse bangouessoise de

privilégier ses proches parents dans une campagne de recrutement au sein des FACA en août 2012 (Centrafrique-presse.com, 16 août 2012). Bien qu'ayant discriminé ces jeunes et favorisant les membres de son groupe ethnique d'appartenance, Bozizé va recourir quelques mois plus tard à ces mêmes jeunes qu'il a mis à l'écart pendant 10 ans de pouvoir¹⁶⁶, juste parce que la Séléka progressait sur Bangui et qu'il lui fallait des ouvriers ou des chairs à canons prêts à constituer un bouclier pour son fauteuil présidentiel. Lors d'un bain de foule le 27 décembre 2012, il appelait déjà les jeunes à défendre le pays contre les envahisseurs étrangers. Et le 15 mars 2013, il avait (encore !) réussi à rallier à sa cause, une foule de jeunes au stade 20 000 places à Bangui pour chanter sa gloire, une semaine avant sa fuite laissant ces derniers sans protection entre les mains des désormais sans pitié de la Séléka. De retour incognito à Bangui après son exil en Ouganda et après le rejet de sa candidature aux élections présidentielles de décembre 2020, il va à nouveau recourir aux jeunes (dont certains FACA) et les a tous réunis au sein de la nouvelle Coalition des patriotes pour le changement (CPC). Plusieurs d'entre eux périront, alors qu'il prendra fuite pour se réfugier au Tchad en la faveur d'un énième accord dit de Louanda, tandis que les jeunes mobilisés continuent les combats dans la brousse contre les FACA et forces « alliées » (russes et rwandaises mieux équipées) et certains se font massacrés.

Cette attitude de Bozizé à l'endroit des jeunes était observée par Marielle Debos (2013) qui rapporte la désillusion des jeunes ex-libérateurs qui ont porté Bozizé au pouvoir par la force en mars 2003 : il ne leur a pas versé les 15 millions qu'il leur a promis « la main sur la bible », les a par la suite « jetés comme de vieilles chaussures » et « balancés comme un sac vide » pour reprendre la formule de ces jeunes eux-mêmes restituées par l'auteure. Bozizé ne les a pas non plus intégrés dans l'armée comme promis. La victoire de Bozizé n'était donc pas la leur conclue l'auteure. Ce faisant, ces jeunes n'étaient qu'une ressource dont Bozizé s'est servie pour parvenir à ses fins.

Cet exemple démontre que les jeunes sont là, disponibles, utilisables et exploitées par les politiciens et les chefs rebelles. On pourrait même se demander si cela ne participe pas d'une stratégie délibérée de délaissement des jeunes dans la précarité la plus absolue afin de les rendre dépendants pour en disposer ensuite à des fins personnelles. De la même manière que le colonisateur qui exploitaient les autochtones au même titre que les ressources naturelles pour

¹⁶⁶ Etant étudiant à l'époque, nous avons un vague souvenir lorsqu'il déclare face aux étudiants grévistes qu'ils peuvent continuer la grève comme bon leur semble, car aucun de ses enfants n'étudie à l'université de Bangui et que le secteur de l'éducation est budgétivore.

ses intérêts, les politico-militaires qui ont porté les bottes du colon, ont la même attitude à l'endroit des jeunes. La jeunesse reste donc au centre de ce jeu trouble où les intérêts particuliers sont plus importants que l'amélioration de ses conditions de vie. Elle est soit utilisée par les hommes politiques, soit par les chefs rebelles, soit par d'autres acteurs dans un contexte de violence récurrente qui limite sa marge de manœuvre.

Tout compte fait, une approche plus holistique qui prends en compte l'influence des acteurs externes, serait plus adaptée afin d'offrir un environnement exempt de conflits dans lequel les jeunes auront d'autres repères et d'autres perspectives qu'un biotope similaire à l'époque précoloniale et coloniale. Le cas de Ibré qui a été "sauvé" par un commerçant étranger (d'origine soudanaise) pour être envoyé dans le groupe de rébellion de Baba-Laddé est illustratif de cette notion de "ressource" dont même les étrangers ont le droit disposer à leur guise. Aujourd'hui le cas de Ali-Darassa (d'origine étrangère ?¹⁶⁷), ex-lieutenant du tchadien Baba-Laddé, naturalisé et légitimé par la Séléka de Michel Djotodia et devenu leader d'un groupe armé au nom paradoxal (Union pour la paix en Centrafrique) qui écume le centre-est et le sud-est du pays, continue de faire révolter certains...

¹⁶⁷ Fils d'éleveurs peuls mbororos – son père est né au Tchad, sa mère en Centrafrique et son grand-père au Niger – Ali Darassa dit être né en Centrafrique, alors qu'une source contactée par Jeune Afrique situe sa naissance au Tchad (<https://www.jeuneafrique.com/1288120/politique/centrafrique-ali-darassa-ennemi-detats/>)

Conclusion du chapitre

On retiendra de cette analyse relative aux jeunes et aux entrepreneurs de la violence que la République centrafricaine est un pays vaste avec une faible population constituée majoritairement de jeunes qui grandissent dans un contexte de conflits violents et récurrents. Cette jeunesse laissée pour compte, vit dans une précarité sévère, et affronte au quotidien des nombreux défis dans cette société multiraciale. Les acteurs politico-militaires semblent l'avoir bien compris et ne se privent pas de mobiliser cette main d'œuvre bon marché pour leurs intérêts, reproduisant ainsi la prédation des marchands d'esclaves et des impérialistes sur les jeunes centrafricains.

Enrôlés dans les groupes armés, ils sont exploités lors des conflits à leurs dépens. Dans l'hypothèse où ils restent vivants après les conflits armés et pendant les périodes d'accalmie, le manque d'opportunités les maintient dans les réseaux de leurs anciens commandants "pourvoyeurs" de la rente DDR. Les ayant "protégés" en période de guerre où ils ont échappé à la mort physique, ces derniers deviennent subséquemment des figures paternelles pouvant encore leur éviter la mort sociale. Ce qui renforce davantage le pouvoir de ces commandants, pouvoir réaffirmé par les acteurs de DDR (pour enfants et adultes) qui se voient obligés de passer par les canaux des chefs rebelles pour atteindre les bénéficiaires de leurs programmes. Si ce procédé peut apporter une aide significative à certains enfants et jeunes (qui par-là deviennent gratifiants envers leurs anciens commandants), il n'en reste pas moins que cela entraîne l'exclusion d'autres bénéficiaires potentiels ayant fui leurs anciens commandants ou s'étant autodémobilisés. L'influence durable des chefs des factions rebelles armées non traduit en justice peut constituer en partie une solide explication à la (re)mobilisation armée dans le pays. Ainsi, si les jeunes qui défendaient leurs villages pouvaient constituer une ressource pour le bien de toute la communauté, la constitution de tels regroupements pour la défense communautaire en l'absence de l'Etat offre aujourd'hui une aubaine aux entrepreneurs de la violence qui se servent de ces jeunes à des fins personnelles, exactement comme on utilise un instrument pour satisfaire un besoin, d'où la notion de ressource.

CONCLUSION GENERALE

I. Histoire et jeunesse comme éléments de compréhension des conflits violents dans l'arène politique centrafricaine

La plupart des conflits armés dans le monde implique des bras armés qui sont généralement les jeunes. Cependant, alors que cette jeunesse est organisée ailleurs de manière formelle au sein d'un appareil étatique (à quelques exceptions près), il en va autrement pour la plupart des conflits violents intraétatiques que connaissent certains pays africains au sud du Sahara, surtout après la fin de la guerre froide. Qualifiés de "nouvelles guerres" ou de "guerres contemporaines", ces conflits violents impliquent des acteurs divers aux intérêts multiples qui mobilisent les jeunes. C'est le cas des milices ou groupes armés, des forces de l'ordre politisées ou non, des chefs de guerre et bandits de grands chemins, des mercenaires, ou des acteurs internes en lien avec des acteurs externes opposés ou engagés dans une affinité avec les Etats.

Ces nouvelles guerres sont dues entre autres à la faillite des Etats, à l'abondance des ressources naturelles sur des territoires incontrôlés, à l'instrumentalisation des différences culturelles et/ou religieuses, à l'incursion des puissances et prédateurs externes, à l'avidité du pouvoir, ou un enchevêtrement de ces facteurs comme déterminants ou amplificateurs. Dans le cas de la Centrafrique, en plus de ces facteurs non négligeables, la compréhension profonde des conflits violents et récurrents doit inévitablement être fondée sur la longue histoire conflictuelle de ce pays, mais être surtout axée sur les acteurs de reproduction de cette arène dont les nombreux jeunes en attente. L'histoire permet de comprendre le processus de la construction de l'arène politique en Centrafrique, et nous enseigne aussi que sur ce territoire, les conflits violents s'inscrivent dans la continuité des anciennes traditions de défense communautaire qui étaient nécessaires à la protection des communautés face à l'envahisseur esclavagiste (razzias oriental et occidental) ou impérialiste (portages, travaux forcés, etc.). Il en est résulté une culture de défense réactionnaire, ayant conditionné depuis le passé, les affrontements violents en terre centrafricaine dans une mobilisation croissante des jeunes pour la défense communautaire. Aussi, cette continuité se saisit en replaçant les jeunes au centre des analyses, surtout dans un contexte postcolonial où l'Etat semble inexistant, et où les stratégies de défense communautaire réhabilitées, sont récupérées par les entrepreneurs de la violence aux pouvoirs plus importants.

C'est dire que dans un Etat failli, où subsiste une longue tradition historique de culture de défense communautaire, combinée à une jeunesse nombreuse et délaissée, donc exposée et en attente, cristallise et nourrit les tensions qui conduisent à l'émergence des groupes rebelles et

de miliciens, acteurs de maintien du *statu quo* conflictuel de l'arène politique en Centrafrique. D'où les échecs répétés des tentatives internes et externes de résolution des conflits en terre centrafricaine. Cela dit, notre contribution à la compréhension des conflits violents et récurrents se base sur la question (à deux volets) de savoir comment le territoire actuel de la Centrafrique est-il devenu une arène pour des acteurs divers ; quel (s) rôle (s) les jeunes y jouent-ils et avec quelle (s) capacité (s) d'action ?

Cette question fondamentale débattue dans cette thèse, nous a offert l'opportunité de comprendre le processus de la construction et de la complexification de l'arène politique en Centrafrique par le prisme des concepts d'arène politique (au sens de lieu d'affrontements) et d'agentivité ou capacités d'action des jeunes. Il en ressort que les conflits violents étant durablement enracinés au regard de l'histoire, il est difficile aux jeunes d'y échapper en dépit d'une frange de cette jeunesse silencieuse qui s'efforce de rester à l'écart des armes. L'arène politique étant caractérisée par les violences de longue durée sur le sol centrafricain où la population est majoritairement composée de jeunes, le comportement de ceux-ci comme acteurs est donc informé par cet environnement structurellement violent avec lequel ils interagissent. Ces jeunes disposent pour ainsi dire, d'une agentivité limitée (*constrained agency*) face aux autres acteurs de cette arène politique, en particulier les entrepreneurs de la violence qui voient en eux une ressource pour leurs diverses entreprises prédatrices : pillages, vols, rapt, exploitations minières, coups d'Etat, défense de la malgouvernance des régimes, etc.

En dehors de la présentation de nos terrains de recherche, et de la pratique ethnographique qui attestent d'un contexte toujours aussi contraignant même pour les chercheurs (cette recherche étant menée en pleine situation de conflit), cette thèse s'articule principalement autour de quatre axes. Dans le premier axe, nous démontrons que les conflits violents et récurrents en Centrafrique s'inscrivent dans la longue durée et sont devenus quasiment consubstantiels à l'histoire de la société centrafricaine. Ce que nous décrivons avec le concept d'arène politique dont la construction s'inscrit dans la durée (actes de persécutions, razzias, conquête et exploitation coloniale). Au cours du deuxième axe, nous établissons qu'il y a une continuité dans cette histoire violente qui s'exprime à travers la résurgence des milices et groupes armés sur fond de mobilisation des jeunes au regard de l'insécurité ambiante dans un Etat failli ou inexistant. L'histoire reste donc fondamentale pour expliquer la construction de cette arène et l'omniprésence des jeunes dans les violences. Cela nous conduit au troisième axe où nous abordons principalement les trajectoires des jeunes anciens combattants comme acteurs de

reproduction de cette arène politique, confirmant ainsi l'existence d'une société longtemps fracturée et désorganisée par la violence. Enfin, le dernier axe met en exergue notre argument principal, à savoir que les jeunes en Centrafrique, au regard de leur agentivité limitée, sont devenues une ressource, ce "déjà là, disponible et utilisable" pour des acteurs aux pouvoirs plus importants qui entretiennent la violence dans l'arène politique centrafricaine. Des exemples des jeunes anciens combattants et leurs anciens commandants ont donc été utiles dans cette démarche focalisée sur les jeunes comme acteurs et l'environnement structurel qui est le leur. Cela dit, tâchons à présent de rappeler en détail les étapes qui nous ont mené à cette conclusion.

I.1. La longue histoire de la violence, facteur explicatif de la durabilité des conflits violents en RCA

L'histoire de la RCA est une suite de péripéties violentes et persistantes. En effet, tout observateur de la vie politique centrafricaine est frappé par l'accumulation des drames que ce pays ne cesse de révéler à la face du monde, comme en témoigne les usages réitérés des qualificatifs liés à la violence et aux conflits dans les écrits sur la RCA. Ce qui ressemble à une tragédie dans une époque contemporaine où certains pays jadis en crise retrouvent la stabilité, même relative. Si certains auteurs ont analysé cette situation comme une résultante des affres des razzias et de l'oppression coloniale, nous avons expliqué que cette histoire remonte beaucoup plus loin à l'époque même de l'occupation du territoire de la Centrafrique, et s'inscrit dans une continuité déconcertante. Autrement dit, lier la violence en Centrafrique aux conséquences des razzias et de la colonisation reste limitatif. La violence a commencé dès l'occupation du territoire de la RCA par des populations persécutées ailleurs, et cette violence transverse les périodes/périodisations arbitraires, au point de constituer un *continuum*.

En effet, excepté les populations pygmées, l'occupation récente (XIX^e siècle) du territoire de l'actuelle Centrafrique a été consécutive à des actes de persécution à l'endroit des populations résidant jadis sur des territoires de l'actuel Cameroun (Adamaoua) et du Soudan (nilotique) pour la plupart. A la même époque, une chasse aux esclaves se poursuivait au sud par l'intermédiaire du Roi Loango, autrefois vassal du royaume du Congo. Certes, une fois installées, ces populations ont continué à endurer les horreurs des excursions esclavagistes arabo-musulmanes à la recherche d'hommes-marchandises. Alors que l'esclavage ralentissait, est survenue la conquête impérialiste, l'oppression coloniale et l'exploitation coercitive menée par des sociétés concessionnaires avec la bénédiction des administrateurs coloniaux. Face à l'adversité extérieure persistante, ces populations n'ont pas manqué de se défendre (pièges

tendus aux esclavagistes). A bouts de nerfs, elles vont aussi se révolter (insurrections anticoloniales) conduisant à l'émergence d'une culture de défense communautaire. Cela a contribué à enraciner la violence dans la dynamique des relations entre les populations et l'administration coloniale, violence qui caractérise encore les relations entre les populations et l'Etat postindépendant en Centrafrique. L'exemple le plus édifiant de ces insurrections anticoloniales reste la guerre de *Kongo-Wara* déclenchée en réponse à l'oppression coloniale, et qui a eu des retentissements dans toute la région d'Afrique centrale, même après la mort de son leader Karinou.

C'est dire qu'historiquement, la violence est constitutive de l'arène politique centrafricaine et est liée à des excursions externes. En revanche, la période postcoloniale, plutôt que de constituer une rupture dans les événements, n'en a été qu'une prolongation au regard de la gestion chaotique du pouvoir par les Centrafricains. En effet, l'accession à l'indépendance étant accueillie avec enthousiasme par les populations centrafricaines comme c'est le cas des autres peuples d'Afrique subsaharienne, ces dernières connaîtront très vite la désillusion. Les tensions qui ont commencé très tôt entre hommes politiques centrafricains après la disparition du charismatique Barthélémy Boganda, ont alimenté la violence dans une continuité de l'oppression coloniale contre laquelle les populations se battaient. Ainsi, l'incursion des acteurs de tous bords dans cette arène politique, reproduit de nos jours les modes de prédation des époques précédentes. Les populations délaissées par un Etat circonscrit à Bangui, réactiveront les anciennes traditions de regroupement pour les défenses communautaires face à l'adversité renouvelée. Comme nous l'avons démontré, cela a entraîné le danger que ces groupes érigés pour la défense communautaire soient récupérés par les politico-militaires qui en font des acteurs contre l'Etat. Dans les cas où ces groupes arrivent à prendre le pouvoir, les milices pro-gouvernementales, supplétives des forces armées régulières (toujours craintes pour être un réservoir de putschistes,) se retrouvent de nouveau dans les maquis, reproduisant le cycle de la violence dans le pays.

Ainsi, l'arène politique en RCA reste inchangée du fait de la violence de longue durée qui s'actualise dans le présent à la faveur d'un contexte toujours aussi favorable aux conflits, la faillite ou l'inexistence de l'Etat. Inutile alors de s'étonner que cette tradition puisse continuer à se reproduire au profit des entrepreneurs de la violence si rien n'est fait pour asseoir un Etat régulier, protecteur des populations et du territoire national au sens wébérien de ses prérogatives. La recherche des ressources naturelles, des gains matériels ou financiers, et l'avidité du pouvoir continueront à être objet de confrontation dans une sollicitation croissante

de la main d'œuvre nécessaire à cette fin, c'est-à-dire les jeunes. L'histoire est donc importante pour expliquer la construction de cette arène, et la récurrence des conflits violents en terre centrafricaine et sa complexification dans une connexion intérieure-extérieure. Tout au long de la longue histoire de la construction de cette arène, il est toutefois impressionnant de noter qu'on retrouve les jeunes qui constituent une constante des conflits violents en Centrafrique.

I.2. Les jeunes comme une constante des conflits violents en Centrafrique

Sachant qu'en nombre strict, il y a autant, voire davantage de jeunes dans d'autres pays africains où on note une stabilité sur le plan sécuritaire qu'en Centrafrique, comment expliquer que cette jeunesse reste une constante des crises dans ce pays ? C'est ici qu'intervient une fois de plus l'histoire qui nous apprend la longue présence des jeunes dans la violence et les conflits, dans un système qu'ils expérimentent et qui informe leurs comportements.

En effet, sur le territoire de l'actuelle Centrafrique, les jeunes étaient d'abord les plus recherchés par les esclavagistes pour leur valeur marchande, pour être des futurs guerriers, des travailleurs dans les plantations (sucre, café, etc.), des porteurs, des eunuques, ou encore pour être assimilés (conversion à l'islam). Les jeunes étaient également recherchés en premier durant la colonisation pour le portage et les travaux forcés au bénéfice des administrateurs coloniaux et des sociétés concessionnaires dans l'exploitation de ce territoire, jadis Oubangui-Chari. Toutefois, l'accumulation de ces situations oppressantes va conduire à des ripostes communautaires où les populations autochtones vont s'appuyer également sur les jeunes comme force vitale afin de piéger les esclavagistes, mais aussi pour affronter les impérialistes. Les jeunes étaient donc au cœur des oppressions extérieures et des ripostes autochtones depuis les époques précoloniales et coloniales. S'ils ont été au centre des intérêts des prédateurs externes (esclavagistes et colons), les acteurs internes de l'époque postcoloniale ne semblent pas s'écarter de ces logiques antérieures de prédation des forces des jeunes dans une certaine continuité.

Après l'indépendance du pays, les dissensions entre élites politiques ont relancé la violence et l'oppression des époques précédentes menant à une situation où l'Etat est devenu inexistant au de-là de Bangui. Pire, les interventions de cet Etat sont parfois perçues par les communautés comme étrangères, tellement elles ont fini par l'oublier. Ces communautés ont donc réactualisé leurs anciennes stratégies de défense face à l'incursion des entrepreneurs de la violence qui, entretemps, ont pris le pouvoir dans l'arrière-pays. C'est le cas de la Coalition Séléka dont

l'origine lointaine est une prise en charge autochtone de la sécurité des zones du nord-est par les populations jeunes essentiellement, face à l'inexistence de l'Etat providence et l'incursion/agression répétée des braconniers et autres bandits venant d'ailleurs. Ainsi, de fil en aiguille, ces regroupements pour la défense communautaire sont devenus des forces contre l'Etat sur son propre sol avec l'entrée sur scène des entrepreneurs de la violence et de la prédation. Ceux-ci vont profiter d'une jeunesse déjà-là, laissée pour compte et inoccupée dont ils vont tirer profit pour renforcer et pérenniser leurs actes de prédation.

Par ailleurs, les acteurs étatiques eux-mêmes, dans un élan de méfiance constante dans l'armée nationale considérée comme un vivier de putschistes, ont toujours su mettre en place des groupes de milices pour renforcer la protection de leur pouvoir. Une fois ce pouvoir perdu, ces milices progouvernementales, exclusivement jeunes, deviennent d'autres sources d'insécurité menant dans certains cas, à de nouveaux groupes de rébellion si ce n'est l'acaparement des biens de la population civile. L'appui des proches de Patassé à la rébellion de l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD), et celui de la garde présidentielle de Bozizé aux anti-Balaka sont des cas illustratifs. Ce qui confirme ce schéma cyclique qui va de la rébellion à la présidence et de la présidence à la rébellion.

Certes, les trajectoires des jeunes anciens combattants ou rebelles que nous avons explorées nous enseignent que même en zone d'accalmie ou de guerre ouverte, le contexte global les a conduits à la violence du fait de la déstructuration profonde de la société centrafricaine par suite d'une accumulation des contraintes au fil de l'histoire. Mis à part les cas d'enrôlements forcés ou d'implication communautaire dans les batailles, certains jeunes dont les choix sont contraints "entrent en brousse" par un processus de choix sans véritable choix. Dans ce sens, cette jeunesse disposant de marge de manœuvre limitée n'est-elle pas devenue une ressource pour d'acteurs de cette arène politique dotés de pouvoirs plus importants ? Toutefois, en dépit de cette implication de nombre de jeunes dans les actes de violence, il existe une frange de cette jeunesse qui essaie de rester en dehors des armes en dépit de cette arène politique tout aussi contraignante.

II. La jeunesse à agentivité limitée comme ressource dans l'arène politique centrafricaine

Par jeunesse, il faut entendre ce groupe d'individus qui, en RCA se désignent comme tels en dehors de tout critère d'âge, sachant qu'il y en a qui peuvent être catégorisés comme enfants ou adultes, d'où une jeunesse plurielle. Dans cette pluralité, nous nous sommes focalisés

particulièrement sur les jeunes miliciens et rebelles, mais aussi les leaders des jeunes, les élèves et étudiants, les jeunes désœuvrés, les jeunes du milieu rural ou urbain, ou encore les FACA. Ces jeunes qui évoluent dans l'arène politique en Centrafrique interagissent avec ce contexte avec une marge de manœuvre limitée. Ce qui les place dans une position de dépendance face aux autres acteurs dotés de pouvoirs plus importants. En effet, dans une situation de conflits récurrents où les infrastructures pour l'encadrement des jeunes sont quasi nulles, où les orphelins et enfants abandonnés pullulent, où le chômage et la misère persistent, et où subsistent la volonté de venger les préjudices subis, etc., certains jeunes se voient dans l'impossibilité de faire autrement que de s'attacher à des entrepreneurs politico-militaires en vue d'éviter leurs morts sociales dans une Centrafrique sans perspectives. Cela a été analysé à la lumière de ce que d'autres ont appelé la navigation sociale, et que nous avons également illustré par la notion d'attachement aux chefs rebelles comme figures paternelles, notamment en ce qui concerne les jeunes anciens combattants.

Autrement dit, dans une situation d'abandon, d'absence ou d'inexistence de l'Etat providence, les jeunes se confrontent de plus en plus à de l'adversité. La seule trajectoire de Mike impliqué dès le bas âge dans les luttes sécuritaires anti-zaraguina, dont l'histoire a ouvert les discussions à l'introduction de cette thèse (cf. chapitre introductif), en dit long sur cette arène politique toujours aussi marquée par le poids d'un passé violent. L'histoire de vie de Mike atteste d'une superposition des difficultés : lutte anti-zaraguina, perte de ses parents en pleine guerre civile, "engagement" armé avec les Anti-Balaka, difficile aide des agences humanitaires, chômage et absence d'opportunités après démobilisation... Ces contraintes accumulées l'obligent à maintenir le lien avec ses anciens commandants, devenus des figures paternels pour lui. Ce qui offre à ces derniers une opportunité de remobilisation à la faveur d'un contexte tout aussi instable. La suite le confirme, puisqu'il a été à maintes reprises sollicité pour la remobilisation armée. Même après avoir lui-même refusé de prendre part de nouveau au conflit, son parcours atteste que l'arène politique dans laquelle il évolue est contraignante et contribue à faire des jeunes des proies faciles. Car à la différence de Mike, nombre de ses anciens collègues combattants ont rejoint de nouveau la lutte armée. Toutefois, englué dans un réseau où la solidarité est l'une des caractéristiques dans un contexte de conflit, il a offert l'hospitalité à ses anciens collègues combattants, tout en leur déconseillant la voie de la brousse où finalement, certains ont trouvé la mort physique en cherchant à éviter la mort sociale.

Revenons à la question de la ressource entendue ici comme un moyen disponible et mobilisable pour répondre à un besoin, pour dire que les jeunes de la République centrafricaine sont souvent mobilisés par les acteurs en présence à des fins personnelles comme on le ferait à l'égard des ressources naturelles pour répondre aux besoins de l'homme. Transposé sur le théâtre politico-militaire, la notion de ressource permet d'expliquer le cas des chefs rebelles qui recourent à la force des jeunes durant la guerre, souvent comme chairs à canons dans les batailles, mais aussi après les conflits pour bénéficier de la rente DDR dont ils sont les intermédiaires pour les jeunes anciens combattants auprès des promoteurs des programmes DDR (agents gouvernementaux, ONG et Agences onusiennes). C'est le cas des com-zones qui mobilisent enfants et jeunes en temps de conflits, mais qui maintiennent sur eux leur contrôle après les hostilités dans la lutte pour l'accès aux programmes DDR. C'est aussi le cas des hommes politiques que les voix majoritaires des jeunes portent souvent au pouvoir, mais qui les ignorent ostensiblement dès qu'ils accèdent au trône, alors qu'ils sont les premiers à les solliciter à nouveau dès que l'insécurité renaît ou que leur pouvoir est menacé. Le rapport des jeunes avec les acteurs de l'arène politique centrafricaine disposant de pouvoirs importants est, de ce fait, un rapport d'exploitation comme on exploite une ressource disponible dans la nature. Rappelons pour finir, le cas des agences d'aides au DDR qui glanent les fonds et fonctionnent sur la base des actions de soutiens à ces enfants et jeunes anciens combattants, mais qui, comme la situation de Mike le montre, n'arrivent souvent pas à trouver une solution durable à la situation de précarité que vivent ces jeunes.

C'est dire à quel point, à l'instar des ressources naturelles dont la disponibilité reconnue et exploitable sert à répondre aux besoins de l'homme, les jeunes sont considérés de la même manière par les acteurs de l'arène politique en Centrafrique : ils les exploitent pour leurs intérêts. Mieux encore, ce traitement prédateur à l'endroit des jeunes s'inscrit dans un continuum des actes esclavagistes ou impérialistes, où l'homme était objet de prédation au même titre que les ressources animales, végétales ou culturelles. Les jeunes sont aujourd'hui objet d'exploitation comme le faisaient les esclavagistes à l'époque où l'homme était une marchandise - donc une ressource durant les razzias-, un instrument de portage ou une machine de travail pour les impérialistes- donc une ressource durant la colonisation-, et aujourd'hui un moyen d'accéder à la richesse ou au pouvoir - donc une ressource pour les hommes politiques et politico-militaires. Ce faisant, les acteurs actuels attribuent aux jeunes la même valeur que les ressources naturelles exploitables comme le faisaient les esclavagistes, les colons et les concessionnaires et tant pis s'ils meurent. Ne sont-ils pas juste un moyen perdu, ou encore un

outil, un matériel remplaçable une fois perdu ? Face au mépris total quant à l'amélioration des conditions de vie d'une jeunesse à la merci d'une arène politique complexe, nous pensons qu'il pourrait s'agir d'une stratégie délibérée des hommes politiques cherchant à maintenir les jeunes dans la dépendance et la précarité afin d'y recourir facilement pour leurs intérêts personnels. Les jeunes restent donc une ressource qui alimente les conflits violents dans l'arène politique centrafricaine dans une continuité avec le passé.

Cela dit, loin de prôner la prédominance absolue des conflits violents en terre centrafricaine (nous avons montré le cas des jeunes restés en dehors des conflits armés en Centrafrique même s'il est difficile d'échapper à ce contexte de violence récurrente), il serait intéressant d'approfondir cette perspective dans le futur, et examiner la contribution positive des jeunes aux changements positifs en Centrafrique. Cela permettrait de jeter un autre regard sur ce capital humain en mettant l'accent sur le structurel/institutionnel et l'informel aussi bien chez les jeunes ruraux que citadins, les jeunes instruits et non instruits, les jeunes handicapés, les militants pour la cause des jeunes, les débrouillards, etc. Au-delà, et comme nous avons commencé à le faire à propos des jeunes non violents dans cette thèse, il s'agira d'inverser les discours pessimistes sur les jeunes en Centrafrique, et mettre davantage en avant une jeunesse-ressource non pour des acteurs entrepreneurs de la violence, mais comme acteurs d'une transformation socio-économique réelle (cf. image quatrième de couverture) et basée sur les spécificités du pays. Les conflits violents et récurrents, débarrassés de toute connotation négative n'ont-ils pas à terme, appris des leçons positives à la jeune génération en dehors de la violence socialisante ? L'histoire et l'ethnographie via les récits biographiques peuvent encore être ici d'un intérêt euristique.